



Association pour l'Histoire
de la Protection de la Nature
et de l'Environnement



Protection de la nature et de l'environnement en Méditerranée

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées versées aux Archives nationales/départementales/municipales ou conservées chez les acteurs privés et associations XVIIIe-XXIe siècles

par Patrick Cavalié
archiviste, membre de l'AHPNE

Guide des sources

version 22/08/26

Paris
2026

Sommaire

Remerciements	7
Avant-propos	8
Introduction	9
Repères bibliographiques	13
1ère partie : Archives publiques	14
<u>Stratégie</u>	14
National	14
Communication	14
Bouches-du-Rhône	14
Développement durable, recherche	15
Bouches-du-Rhône	15
Corse-du-Sud	16
Var	19
Maîtrise de l'énergie	19
Alpes-Maritimes	19
Bouches-du-Rhône	20
Hérault	21
<u>Agriculture, pêches maritimes, forêt</u>	24
Agriculture	24
Alpes-Maritimes	24
Haute-Corse	26
Gard	29
Hérault	30
Forêt	31
National	31
Bouches-du-Rhône	38
Corse-du-Sud	39
Haute-Corse	39
Hérault	40
<u>Construction, sites et paysages</u>	42
Sites	42
National	42
Bouches-du-Rhône	44
Corse-du-Sud	44
Gard	45
<u>Eau, biodiversité</u>	47
Eau	49
National	49
Alpes-Maritimes	49
Bouches-du-Rhône	51
Gard	54
Hérault	57
Var	59
Espaces naturels	60
National	60
Alpes-Maritimes	67
Bouches-du-Rhône	68
Corse-du-Sud	70

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Gard.....	70
Hérault.....	72
Littoral et milieu marin.....	74
National.....	74
Alpes-Maritimes.....	76
Bouches-du-Rhône.....	79
Corse-du-Sud.....	81
Hérault.....	81
Préservation des espèces animales et végétales.....	86
Gard.....	86
<u>Energie.....</u>	87
Bouches-du-Rhône.....	87
Gard.....	88
Hérault.....	89
<u>Infrastructures et services de transports.....</u>	90
Bouches-du-Rhône.....	90
Gard.....	90
Hérault.....	92
<u>Prévention des risques.....</u>	95
Risques industriels.....	95
National.....	95
Bouches-du-Rhône.....	96
Gard.....	96
Hérault.....	97
Risques naturels.....	99
National.....	99
Corse-du-Sud.....	100
Gard.....	102
Hérault.....	104
<u>Sécurité et affaires maritimes.....</u>	107
National.....	107
Gard.....	108
2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement.....	110
<u>Acteurs privés.....</u>	110
National.....	110
Antoine Serge, haut fonctionnaire.....	110
Alpes-Maritimes.....	117
Aubert Maurice, professeur.....	117
Corse.....	119
Binet Eric, haut fonctionnaire.....	119
Leenhardt Michel, directeur-fondateur du parc naturel régional de Corse. .	121
Hérault.....	123
Le Guillou Madeleine, présidente d'association.....	123
Var.....	125
Galup, ingénieur.....	125
Rastègue Max, mineur.....	126
Sejalon Michel, ingénieur minier.....	127
<u>Associations.....</u>	128
National.....	128

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Société nationale de protection de la nature.....	128
Aude.....	134
Les Amis de la nature et des sites de l'Aude.....	134
Bouches-du-Rhône.....	135
Réserve naturelle nationale de Camargue.....	135
Corse.....	145
Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de la Corse du Sud	145
Hérault.....	146
Compagnie des Salins du Midi (entreprise).....	146
Société civile des Salins de Villeneuve.....	147
Var.....	149
Institut de biologie marine Michel-Pacha.....	149
Réserve naturelle nationale de La plaine des Maures.....	150
Annexes.....	154
<u>Liste des sigles.....</u>	<u>154</u>
<u>Liste des illustrations.....</u>	<u>156</u>
Archives nationales.....	156
Arrêté préfectoral de la création du parc du Mercantour, 1978.....	156
Autour du thème Sites classées et grands paysages de Corse, 1999.....	157
La presqu'île de Saint-Tropez, 1999.....	158
Etude de la Camargue ou statistique du delta du Rhône, 1835.....	159
Entretien d'Eric Binet, Directeur régional de l'environnement Corse 1989- 1991.....	160
Archives départementales du Gard.....	161
Beaucaire, le casino dans les inondations [1900-1920].....	161
Alès, vue sur la ville et le Rhône en période de crue [1905]-1911.....	161
Archives départementales de l'Hérault.....	162
Vue de l'inondation de 1907 par l'Hérault à Agde. 1907.....	162
Le Cap d'Agde, Salins de Luno, Brescou. [1907-1930].....	163
<u>Index des institutions et associations.....</u>	<u>164</u>
<u>Index matière.....</u>	<u>167</u>
<u>Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées.....</u>	<u>169</u>
<u>Sites Internet.....</u>	<u>170</u>

Historique des versions

Version	Date	Commentaires
1	07/06/24	1ère version
2	10/06/24	Ajout des répertoires détaillés d'archives conservées aux Archives départementales de Haute-Corse
3	17/06/24	Ajout des répertoires détaillés d'archives conservées aux Archives départementales du Gard
4	04/09/24	Ajout de l'inventaire d'archives de la réserve naturelle nationale de Camargue
5	18/09/25	Ajout du descriptif du fonds d'archives « Institut de biologie marine Michel-Pacha » conservé aux Archives départementales du Var
5	19/09/25	Ajout des entretiens réalisés par les Archives départementales du Var

Suivi par

Patrick CAVALIE - AHPNE
Tél. : 06 80 66 65 03
e-mail: cav6aliepatrick@gmail.com

Rédacteur

Patrick Cavalié

Relecteur

Sites Internet

Archives départementales des Alpes-Maritimes¹
Archives départementales de l'Aude²
Archives départementales des Bouches-du-Rhône³
Archives départementales de la collectivité de Corse⁴
Archives départementales du Gard⁵

¹ <https://www.departement06.fr/culture/archives-departementales-2797.html>

² <https://archivesdepartementales.aude.fr/>

³ <https://www.archives13.fr>

⁴ <http://archives.isula.corsica/>

⁵ <https://archives.gard.fr>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Archives départementales de l'Hérault⁶

Archives départementales des Pyrénées-Orientales⁷

Archives départementales du Var⁸

AHPNE (site Ressources)⁹

⁶ <https://archives-pierresvives.herault.fr/>

⁷ <https://www.ledepartement66.fr/dossier/lesarchivesdepartementales/>

⁸ <https://archives.var.fr/>

⁹ <https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

Remerciements

Cette conservation patrimoniale ainsi que sa valorisation n'auraient pu se réaliser sans la volonté des Archives départementales des Alpes-Maritimes, de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, de la collectivité de Corse, du Gard, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales et du Var

Grâce à cette synergie, les services déconcentrés ministère, préfectures et conseils départementaux ont versé plus de 25 000 dossiers aux Archives départementales.

Avant-propos

Archives publiques

C'est conformément à l'article 213-1 à 3 du Code du Patrimoine qui régit les délais de communicabilité des documents et dans le respect de celui-ci que les archivistes de la mission des archives au sein du ministère de la transition écologique et solidaire œuvrent à la préservation de l'écrit du patrimoine naturel du territoire. De même, les Archives départementales contrôlent et collectent la production des archives émanant des services déconcentrés de l'État.

Archives privées

Si l'on excepte l'actuelle Société nationale de protection de la nature (SNPN) qui est l'héritière de la Société Impériale zoologique d'acclimatation fondée en 1854, la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), fondée en 1901 et la Ligue française pour la protection des oiseaux (LPO) fondée en 1912, la plupart des associations de protection de la nature et de l'environnement sont apparues à partir de la fin des années 1950 en France telle la Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne (SEPNB) ou l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA) créées en 1958. C'est surtout dans les deux décennies suivantes qu'elles se multiplièrent dans les différentes régions françaises.

Certaines associations, généralistes, œuvrent dans tous les domaines de la protection de l'environnement, à l'échelle régionale ou départementale. D'autres sont plus spécialisées et se concentrent sur un territoire et/ou un sujet spécifique. Leurs modes d'actions sont multiples : leurs militants informent les citoyens, rencontrent les élus et les décideurs, mènent des actions de terrain (nettoyage de site, inventaires naturalistes...), forment les bénévoles, gèrent des espaces protégés ou encore participent aux débats et aux consultations publics.

La sauvegarde et la valorisation des archives d'acteurs privés de la protection de la nature et de l'environnement en vue, notamment, de leur exploitation par les historiens et les chercheurs est une des motivations de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE). Outre les archives publiques dont la conservation est assurée par les Archives nationales et départementales, il existe une multitude de documents et fonds d'archives environnementales chez des particuliers et des associations qui sont ni classées ni répertoriées et ne sont donc généralement pas connues et sont donc, de ce fait, peu disponibles.

En conséquence, l'AHPNE s'est fixée, entre autres objectifs, celui de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Introduction

Pour la 1ère fois, un instrument de recherche présente des sources d'archives historiques publiques mais aussi privées au niveau régional.

Archives publiques

Panorama sur les archives définitives

Le guide présente le catalogue des archives définitives (ou archives d'intérêt historique) issues des services déconcentrés, préfectures et conseils départementaux. Comme cité précédemment, ces archives ont fait l'objet de versements auprès des services d'archives patrimoniaux où elles sont conservées : archives départementales (services déconcentrés).

Périmètre chronologique et administratif¹⁰

C'est donc près de quarante-six années d'inventaires d'archives ministérielles patrimoniales, en lien avec le thème de la protection de la nature et de l'environnement qui sont présentées et répertoriées au sein de ce guide.

En effet, c'est en janvier 1971 que fut créé le ministère de l'environnement, quand Robert Poujade, sous le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement.

C'est donc une création récente, qui suit la vague de renouveau de l'écologie en 1970 et s'inscrit dans la lignée des mesures de protection de la faune et de la flore de 1957.

Après son départ du gouvernement, il qualifiera alors, dans un livre, son ministère de « ministère de l'impossible ».

La création d'un grand ministère par la fusion de deux fonctions historiquement distinctes, l'écologie et l'équipement ainsi que des services du ministère de l'industrie est décidée par le président de la République Nicolas Sarkozy lors de sa prise de fonction en mai 2007.

¹⁰ Vous trouverez dans cet ouvrage chapitre quelques fonds d'archives couvrant la période XIX-XXe siècles. Les références sont issues de l'ouvrage d'Andrée Covol "Les sources de l'histoire de l'environnement", 2003

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Son but est de créer un grand ministère à confier à un ministre d'État et de respecter ainsi sa signature du «pacte écologique » de Nicolas Hulot qui stipulait la création d'un poste de vice-premier ministre chargé du développement durable. Après un court passage d'Alain Juppé c'est Jean-Louis Borloo qui prend la fonction de « Ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la Mer, chargé des technologies vertes et des négociations sur le climat ».

Parallèlement, de nouveaux services déconcentrés se créent en région et département. En région, les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont issues de la fusion des Directions régionales de l'environnement (DIREN), des Directions régionales de l'équipement (DRE) et des Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE). Elles interviennent dans les domaines de l'eau, de la biodiversité, de la prévision et de la prévention des risques, de l'énergie, de l'aménagement, de l'urbanisme et de la construction, de la mobilité des transports et de leurs infrastructures, ainsi que du logement. En outre mer les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) correspondent aux DREAL de métropole avec en plus les attributions des directions départementales couvrant le périmètre du ministère ainsi que les Direction interrégionales maritimes (DIRM) créées en métropole.

En département, hors mis l'outre-mer, les Directions départementales des territoires et de la mer (DDTM) résultent de la fusion des Directions départementales de l'équipement (DDE), des Directions départementales de l'agriculture et des forêts (DDAF) et des directions départementales des affaires maritimes (DDAM)

Le 14 novembre 2010, lors de la formation du gouvernement de François Fillon, il est rebaptisé « ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ». Jean-Louis Borloo quitte le gouvernement, et est remplacé par Nathalie Kosciusko-Morizet, celle-ci n'a pas le titre de ministre d'État que portaient les précédents titulaires du poste.

Depuis mai 2012, sous la présidence de François Hollande, l'Énergie revient dans les attributions du ministère qui devient « ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ». En juillet 2013, la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) est détachée du ministère de l'agriculture pour être incorporée au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Le ministre porte les négociations sur le climat dans son intitulé entre 2007 et 2010, et de 2016 à 2017. Le ministère est renommé ministère de la transition écologique et solidaire lors de la nomination du gouvernement d'Édouard Philippe, ses attributions sont globalement conservées mais la DPMA réintègre le ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Il reste chargé de la politique environnementale, de la politique énergétique, de la politique de la mer et des transports.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Vous trouverez donc, à travers ce guide des sources, quarante-six années d'archives des cabinets ministériels illustrant la déclinaison des politiques publiques dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement : maîtrise de l'énergie, les thèmes de l'énergie et du climat, le domaine de l'eau et de la biodiversité, les préservation des espèces animales et végétales, la prévention des risques , l'agriculture et forêt

L'impulsion de ces politiques publiques se faisait par le biais des cabinets ministériels, puis par des directions opérationnelles d'administrations centrales et enfin étaient déclinés localement par les implantations ministérielles régionales ou départementales (directions départementales, directions régionales ...).

Ainsi, tendent à être répertoriées de façon exhaustive :

. les archives des services déconcentrés en charge du domaine de la protection de la nature et de l'environnement de 1971 à 2017. Nous y trouvons aussi des collections antérieures à cette période

Importance matérielle des dossiers Répertoires

A chaque répertoire détaillé sont mentionnés, le service d'origine, les dates extrêmes, la description détaillée, la cote, localisation, conditions d'accès. Un lien dynamique permet d'aller directement sur les sites Internet des Archives départementales¹¹.

Ce guide regroupe plus de 3 500 dossiers décrits.

AHPNE

¹¹ *Annuaire des Archives départementales* : <https://francearchives.fr/fr/annuaire/departements>

Archives privées

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) s'est fixée comme objectif de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Suite à une enquête en 2010 auprès des associations, l'AHPNE a constaté la situation suivante :

- Plusieurs milliers d'associations de protection de nature sur le territoire
- Peu de recherche dans le domaine de la protection de l'environnement en France
- Peu de don aux Archives nationales/départementales
- Pas de conservation ni de valorisation des archives dans les associations ?

Afin de répondre à ces questions l'AHPNE a mis progressivement en place une politique de rédaction d'inventaires d'archives¹²

L'AHPNE a donc réalisé ces inventaires d'archives depuis 2011 en partenariat avec les Archives nationales, les Archives départementales du Finistère, et de la Région Centre Val-de-Loire (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret)

Les archives départementales de la Seine-Maritime ont réalisé elles-mêmes ceux concernant le département.

Les inventaires ont pu être réalisés grâce au financement

- du ministère de la transition écologique et solidaire pour le Finistère,
- du Conseil régional Centre-Val de Loire pour cette région.
- de France nature environnement

Ce guide regroupe plus de le descriptif de plus 10 000 dossiers des fonds d'archives d'acteurs privés ou associations de protection de la nature conservés dans leurs locaux.

Patrick Février, Président de l'AHPNE

¹² L'ensemble des inventaires sont consultables sur le site Internet <https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

Repères bibliographiques

Ministère

- Le ministère de l'impossible¹³, Robert Poujade, Paris- Calmann-Lévy, 1975.

Association de protection de la nature

- La nature n'est plus ce qu'elle était [sous la dir. J. P. Raffin, Daniel Sibony et David Western], étude, Editions de l'Aube, 2002
- L'ABCdaire des ours , Sophie Bobbé, Jean-Pierre Raffin, Paris : Flammarion, 1997
- L'écologie: comprendre la nature : rencontre avec Jean-Pierre Raffin . Lucien Buisson, Jocelyne Pied, Pierre Guérin, réal. Jean-Pierre Raffin, ill. interview de Jean-Pierre Raffin, Cannes la Bocca : Coopérative de l'enseignement laïc, 1987
- Connaître les plantes protégées [sous la dir. de J. P. Le Duc et J. P. Raffin] Paris : Fédération française des sociétés de protection de la nature, 1986
- Les cahiers rationalistes n° 274 :La Vanoise et les parcs nationaux français, Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1970
- Les cahiers rationalistes n° 265 :Plaidoyer pour la zoologie Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1969.
- La place de l'environnement dans les médias [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], enquête, Victoires éditions, 1998 (enquêtes réitérées en 2002, 2005 et 2007 mais non publiées).
- Annuaire des 1000 associations pour l'environnement [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], annuaire, Victoires éditions, 2001.

Guides des sources

- Les sources de l'histoire de l'environnement, 3 tomes, [sous la dir. d'Andrée Covo], L', Harmattan, 1999-2003
- Guide des sources sur les archives de l'environnement : « Aperçu des fonds d'archives publiques et privées », Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, 2022¹⁴

¹³ Consultable <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k33608882/f17.image.texteImage>

¹⁴ Téléchargeable <https://ressources.histoire-environnement.org/Le-guide-des-sources-sur-les-archives-de-l-environnement>

1ère partie : Archives publiques

Stratégie

National

Versement 20080062¹⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : Service des affaires internationales

Sommaire

Art 1-29 : Plan d'action pour la Méditerranée (PAM). Plan bleu, 1950-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 3.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Communication

Bouches-du-Rhône

Versement 3191 W¹⁶

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sommaire

Art 1-2 activités du service, 2002-2006

¹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Plan-d-action-pour-la>

¹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-activites-de-la-DRIRE-PACA-2002-2006>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Métrage linéaire : 0,2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Développement durable, recherche

Bouches-du-Rhône

Versement 2501W¹⁷

Direction régionale de l'environnement Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Sommaire

Art 1-58 : Etudes et publications de la Direction régionale de l'architecture et de l'environnement (DRAE) et de la Direction régionale de l'environnement (DIREN)

1980-2007

Nombre d'articles : 58

Communicabilité libre

Lieu de conservation: Archives départementales des Bouches-du-Rhône

¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-PACA-etudes-et-publications-1980-2007>

Versement 1 C 2¹⁸

Fondation Maison des sciences de l'homme

Unité de Documentation et de Liaison sur l'Écodéveloppement

Sommaire

1 C 2 1-48: fonctionnement de l'unité

Centres travaillant avec l'unité

Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED),
EDEN : environment, development, energy, news / NEED : nouvelles,
environnement, énergie, développement

Projet de création de fonds documentaires français sur l'environnement avec des
pays de l'Est

1971-2003

Métrage linéaire: 1,20 ml

Conditions d'accès: la consultation des documents s'effectue conformément au
code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu conservation: Service archives de la Fondation Maison des sciences de
l'homme

Corse-du-Sud

Versement 1514 W¹⁹

Direction régionale de l'environnement de Corse

Sommaire

1514 W 1 - 39: études produites et reçues concernant la biodiversité, les sites et
paysages

1923-2004

¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Fondation-Maison-des-sciences-de-l-homme>

¹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Corse-etudes-produites-et-recues-1923-2004//>

Métrage linéaire: 4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Versement 1596 W²⁰

Direction régionale de l'environnement de Corse

Sommaire

1596 W 1 - 17: Financement d'études ou de projets d'opérations terminées relatives à l'environnement dans le cadre de différents programmes concernant la biodiversité, les sites et paysages

1999-2008

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Versement 1502 W²¹

Direction régionale de l'environnement de Corse

Sommaire

1502 W 1 - 26: Financement d'études, 1986-2002

²⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Corse-Financement-d-etudes-relatives-a-l>

²¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Corse-etudes-Parc-marin-international-des>

notamment

1502 W 9: Assistance architecturale et réhabilitation du bâti Parc naturel régional de Corse PNRC (2002) ; Protection et gestion grande faune 1994-1995 PNRC (2002).

Façades de la ville de Bastia (2002) ; Verger conservatoire de Corte PNRC (2002) ; Plan de paysage de Biguglia (2002) ; Façades de la ville d'Ajaccio (2002).

1502 W 21 - 23 : Parc marin international des Bouches de Bonifacio

dossiers DOCUP et INTERREG

2002

Métrage linéaire: 2,60

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Versement 1299 W²²

Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement de Corse-du-Sud

Sommaire

1299 W 1 - 2: administration , présentation du service, statuts, conseil d'administration, organisation du service, rapports avec la fédération nationale des CAUE (1979-1986).

1299 W 4 - 8: actions de sensibilisation à l'urbanisme et à l'environnement : dossiers d'intervention (1979-1987).

Enquête réalisée en collaboration avec le Parc naturel régional sur l'urbanisme des villages : questionnaires par école (1984).

Métrage linéaire: 0,90

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-CAUE-Corse-du-Sud-actions-de-sensibilisation-a-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Var

Versements : 83W ; 137 W ; 149W ; 160 W ; 185W ; 252W²³

Direction départementale des territoires et de la mer du Var, préfecture, conseil général

Sommaire

Aménagement des eaux, gestion des bassins et barrages, traitement des eaux usées, aménagement des plages, travaux en mer, protection de la nature, pollution des eaux, traitement des déchets.

1832-2002

Lieu de conservation : Archives départementales du Var

Maîtrise de l'énergie

Alpes-Maritimes

Versement 1142W 0001 à 1142W 0578²⁴

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

1142W 0001 - 1142W 0303 : Economies d'énergie

1142W 0001 - 1142W 0171 : Diagnostics thermiques, opérations de démonstration, opérations villes pilotes

1142W 0172 - 1142W 0210 : Économies d'énergie, isolation, thermie

1142W 0211 - 1142W 0251 : Habitat

1142W 0252 - 1142W 0303 : Fonds spécial de grands travaux : études des travaux par département

²³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-methodique-des-archives-DDTM83-eau-mer-protection-de-la-nature>

²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-de-l-environnement-et-de-la-maitrise-de-l-898>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

1142W 0304 - 1142W 0347 : Énergie éolienne et hydro-électricité

1142W 0348 - 1142W 0578 : Énergie solaire, photovoltaïque

1142W 0348 - 1142W 0401 : Expertises

1142W 0402 - 1142W 0454 : Aides financières

1142W 0455 - 1142W 0545 : Recherche

1142W 0546 - 1142W 0562 : Constructeurs (matériels et procédés solaires, chauffage solaire) : correspondance et documentation

1142W 0563 - 1142W 0578 : Concours "Maisons solaires, maisons d'aujourd'hui" organisé par l'AFME et le Comité d'action pour le solaire (CAS)

Dates extrêmes: 1975-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

Bouches-du-Rhône

Référence

2189W1-2189W163²⁵

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur : diagnostics thermiques

1979-1991

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur

Importance matérielle

16 mètres linéaires (163 articles)

Langue des documents

Français

²⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-PACA-diagnostics-thermiques-1979-1991>

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Conditions d'accès

Librement communicable

Modalités d'entrée

versement en 2015

Mode de classement

cadre de classement.

Art 1-163 : Diagnostics thermiques financés par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME : 1982-1990), principalement dans le cadre du Fonds spécial de grands travaux (FSGT) créé par la loi 82-669 du 3 août 1982 et liquidé par le décret 87-1153 du 31 décembre 1987.

Présentation du contenu

Ce versement concerne les diagnostics par Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie (AFME).

Hérault

Référence

1601W1-1601W84²⁶

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Languedoc-Roussillon : diagnostics thermiques.

1984-1985

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Languedoc-Roussillon

Importance matérielle

7 mètres linéaires (84 articles)

Langue des documents

²⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Languedoc-Roussillon-diagnostics>

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de l'Hérault

Localisation physique

Montpellier

Conditions d'accès

Librement communicable

Modalités d'entrée

versement en 1993

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers sur les diagnostics thermiques

Référence

1595W1-1595W51²⁷

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Languedoc-Roussillon : fonds régional de maîtrise d'énergie.

1984-1989

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Languedoc-Roussillon

Importance matérielle

15 mètres linéaires (51 articles)

Langue des documents

Français

²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Languedoc-Roussillon-fonds-regional-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de l'Hérault

Conditions d'accès

Librement communicable

Modalités d'entrée

versement en 1993

Historique du producteur

Mode de classement

cadre de classement.

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers sur le fonds régional de maîtrise d'énergie.

Agriculture, pêches maritimes, forêt

Agriculture

Alpes-Maritimes

Versement 2002W²⁸

Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes

Service de l'économie agricole, de la ruralité et des espaces naturels

Sommaire

Archives de l'ex DDAF (direction départementale de l'agriculture et de la forêt)

Art 1-373: Dossiers de défrichement. Dossiers de travaux pistes DFCI (Défense de la forêt contre les incendies), subventions et contentieux. Dossiers de dommages causés par les loups

Subventions PAC (politique agricole commune), primes à l'herbe et autres subventions (échantillon)

(fonds en cours de classement)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 373

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

²⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-de-recherche-agronomique-1946-2202>

Versement 0542W²⁹

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Alpes-Maritimes

Service de l'eau et de l'assainissement

Sommaire

Art 1-18 : Nappe alluviale du Var (1963-1976)

Art 19-358 : Alimentation en eau potable et hydraulique agricole (1940-1989)

Art 19-239 : Dossiers par commune

Art 240-358 : Dossiers des syndicats intercommunaux

(Syndicat intercommunal du canal de la Moyenne Corniche, syndicat intercommunal du Var et de l'Estéron inférieur, syndicat intercommunal de Levens, Contes, l'Escarène et Nice SILCEN, syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var, syndicat intercommunal des Trois Vallées, syndicat intercommunal des Cinq Communes, syndicat intercommunal du Canton de Guillaumes, syndicat intercommunal du Cannet, Vallauris et Mougins, syndicat intercommunal de défense contre les inondations de la Frayère, syndicat intercommunal de Valberg, syndicat intercommunal de défense contre les inondations de la Siagne, syndicat intercommunal d'amenée d'eau du Barlet, syndicat intercommunal de la Tinée)

Art 358-372 : Associations syndicales libres et associations syndicales autorisées (1940-1989)

Art 373-504 : Assainissement (1952-1986)

Art 373- 66 : Dossier par commune

Art 467-504 : Dossiers des syndicats intercommunaux

(SILCEN, syndicat intercommunal des Cinq communes, syndicat mixte d'assainissement de la rive droite du Var, syndicat intercommunal de la Colle-sur-Loup, Saint-Paul et Villeneuve-Loubet, syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées du Paillon, syndicat intercommunal de Valberg, syndicat mixte d'aménagement du plateau de Valbonne SYMIVAL, syndicat intercommunal de défense contre les inondations de la Siagne)

Nombre d'articles : 504

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

²⁹ Répertoire détaillé www.archives.developpement-durable.gouv.fr/Sommaire-ddaf-alpes-maritimes-assainissement-a40986.html

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

Haute-Corse

Versement 1042 W³⁰

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

Alimentation en eau potable, remembrement ...

1935-1989

Métrage linéaire: 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

Versement 1067 W³¹

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

Calamités agricoles, apiculture .

1976-1986

Métrage linéaire: 7 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

³⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Haute-Corse-Alimentation-en-eau-potable>

³¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Haute-Corse-calamites-agricole-apiculture>

Versement 1088 W³²

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

Programme protégé méditerranéen

1966-1998

Métrage linéaire: 15 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

Versement 1084 W³³

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

primes, indemnités, ..

1966-1998

Métrage linéaire: 15 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

³² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Haute-Corse-programme-protege-mediterraneen>

³³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Haute-Corse-primes-indemnites-1966-1998>

Versement 1103 W³⁴

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

Indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN), prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) .

1991-1996

Métrage linéaire: 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

Versement 1098 W³⁵

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

Enquêtes des structures agricoles

1988-1997

Métrage linéaire: 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

³⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Haute-Corse-primas-indemnitees-1991-1996>

³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Haute-Corse-enquetes-des-structures>

Gard

Versement 7 M³⁶

Agriculture, eaux et forêts du Gard

Sommaire

Agriculture - 7 M 1-155, 157-458

Généralités - 7 M 1-13

1812-1903

Police rurale - 7 M 14-31

an IX-1933

[...]

Météorologie - 7 M 318-319

1897-1938

Calamités, défense des cultures - 7 M 320-337

1689-1952

Animaux utiles et nuisibles, chasse - 7 M 338-353

an VIII_1939

[...]

Eaux et forêts

Fonds de préfecture - 7 M 459-475, 477-526, 528-614

1791-1939

Fonds de l'inspection générale des eaux et forêts du Gard - 7 M 957-1067, 1069-1178

1862-1934

Métrage linéaire: 120

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

³⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agriculture-eaux-et-forets-du-Gard-an-VII-1939>

Versement 1393 W³⁷

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Gard

Sommaire

1393 W 1-5: Opérations de remembrement: dossiers administratifs et techniques
1985-1996

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Hérault

Cotes 2568 W 1-9, 2585 W 1-9³⁸

**Centre national du machinisme agricole du génie rural, des eaux et des forêts -
centre Languedoc-Roussillon**

Sommaire

Art 1-18: études et rapports de chercheurs du CEMAGREF non publiés
1980-2008

Métrage linéaire: 2,35

Communicabilité: librement communicable

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-DDAF-du-Gard-Operations-de-remembrement-1985>

³⁸ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-CEMAGREF-Languedoc-Roussillon-1980-2008>

Forêt

National

Versement 19860672³⁹

Ministère : Agriculture

Direction : Forêt

Sous-direction : Aménagement et équipement forestier

Sommaire

Art 16-22 : Préparation de la loi No 1925 de 1980 sur la forêt : Forêt méditerranéenne : Défrichement, schéma directeur forestier du Languedoc Roussillon, mission interministérielle Méditerranée, 1971-1984.

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20210108⁴⁰

Ministère: Agriculture

Direction: Forêt

Service de restauration des terrains en montagne

Sommaire

Archives photographiques concernant l'Aude

20210108/1-20210108/6

³⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-protection-et-amenagement-d-espace-naturel-1947>

⁴⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-de-l-agriculture-archives>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

1899

Périmètre de l'Agly-supérieure

20210108/7-20210108/8

1886-1905

Périmètre de l'Argent-Double

20210108/9-20210108/25

1886-1904

Périmètre de l'Aude inférieure

20210108/26-20210108/32

1887-1899

Périmètre de l'Aude moyenne

20210108/34-20210108/37

1905

Périmètre de l'Orbieu

20210108/38

1905

Travaux de restauration des terrains en montagne dans le département de l'Aude

Métrage linéaire: 0,13 ml

Archives numérisées: 37

Conditions d'accès: librement communicable sous réserve du règlement de la salle de lecture

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 20200055⁴¹

Ministère: Agriculture

Direction: Forêt

Service de restauration des terrains en montagne

Sommaire

Archives photographiques concernant le Gard

20200055/1-20200055/2

1890-1899

Périmètre de la Cèze

20200055/3-20200055/4

Sans date, 1905

Périmètre du Gardon [des Gardons]

20200055/5-20200055/12

1884-1923

Périmètre de l'Hérault

20200055/13-20200055/19

1883-1923

Périmètre de la Dourbie

Métrage linéaire: 0,15 ml

Archives numérisées: 19

Conditions d'accès: librement communicable sous réserve du règlement de la salle de lecture

Lieu de conservation: Archives nationales

⁴¹Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-de-l-agriculture-archives-3257>

Versement 20210108⁴²

Ministère: Agriculture

Direction: Forêt

Service de restauration des terrains en montagne

Sommaire

Archives photographiques concernant l'Hérault

20210083/1-20210083/2

1887-1906

Périmètre de l'Argent-Double

20210083/3-20210083/4

1905

Périmètre de la Cesse Ognon

20210083/5-20210083/8

sans date, 1900-1906

Périmètre de l'Hérault

20210083/9-20210083/11

sans date, 1887-1907

Périmètre de la Lergue

20210083/12-20210083/20

sans date, 1887-1907

Périmètre du Jaur

20210083/21

1905

Périmètre de l'Orb moyen, Série de Saint-Chinian

20210083/21

1905

Périmètre de l'Orb moyen, Série de Saint-Chinian

⁴² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-de-l-agriculture-archives-3258>

20210083/27

1896-1900

Département de l'Hérault : vues diverses

20210083/28

1886-1901

Inventaires

Métrage linéaire: 0,14 ml

Archives numérisées: 27

Conditions d'accès: librement communicable sous réserve du règlement de la salle de lecture

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 20220142⁴³

Ministère: Agriculture

Direction: Forêt

Service de restauration des terrains en montagne

Sommaire

Archives photographiques concernant les Pyrénées-Orientales

20220142/1

Sans date

Périmètre de l'Agly inférieure

20220142/2-20220142/3

Sans date

Périmètre du Sègre

⁴³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-de-l-agriculture-archives-3259>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

20220142/4 - 20220142/9

Sans date, 1893-1899

Périmètre de la Têt inférieure

20220142/10-20220142/14

Sans date, 1886-1899

Périmètre de la Têt supérieure

20220142/15

Sans date

Sans légende

Métrage linéaire: 0,39 ml

Conditions d'accès: librement communicable sous réserve du règlement de la salle de lecture

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 20200127⁴⁴

Ministère: Agriculture

Direction: Forêt

Service de restauration des terrains en montagne

Sommaire

Archives photographiques concernant le Vaucluse

20200127/1-20200127/4

Sans date, 1904

Périmètre de la Sorgue

20200127/5-20200127/9

1888-1905

Périmètre de Toulourenc

Métrage linéaire: 0,14 ml

Archives numérisées: 9

Conditions d'accès: librement communicable sous réserve du règlement de la salle de lecture

Lieu de conservation: Archives nationales

⁴⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-de-l-agriculture-archives-3260>

Versement 19970334⁴⁵

Ministère : Agriculture

Direction : Espace rural et forêt

Sommaire

Art 4-11 : Forêt méditerranéenne, 1979-1991.

Métrage linaire : 1ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Bouches-du-Rhône

Versement 2400 W⁴⁶

Office national des forêts

Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sommaire

Art 1-75 : protection et reboisement de la Forêt, 1916-1978

Métrage linéaire : 7,50 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

⁴⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-protection-des-forets-1966-1991>

⁴⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ONF-PACA-protection-et-reboisement-de-la-foret>

Corse-du-Sud

Versement 1448 W⁴⁷

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Corse-du-Sud

Sommaire

1448 W 1 - 11: Dossiers techniques des opérations relatives aux travaux forestiers, boisements et reboisements.

1980-1993

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Haute-Corse

Versement 1043 W⁴⁸

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

Gestion forestière, défense de la forêt contre les incendies.

1950-1991

Métrage linéaire: 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

⁴⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Corse-du-Sud-travaux-forestiers-boisements>

⁴⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Haute-Corse-gestion-forestieres-1950-1991>

Hérault

Cotes : 619 W art. 5-58 ; 728 W art. 1-34 ; 767 W art. 1-27 ; 836 W art. 1-8 ; 869 W art. 1-5 ; 1042 W art. 2-38 ; 1335 W art. 46-149 ; 1438 W art. 1-7 ; 1532 W art. 10-39 ; 1542 W art. 1-24 ; 1632 W art. 1-143 ; 1745 W art. 1-34 ; 1754 W art. 1-134 ; 1861 W art. 1-26 ; 1862 W art. 1-61 ; 1863 W art. 1-58 ; 1864 W art. 1-11 ; 1971 W art. 1-72 ; 2044 W art. 1-23 ; 2090 W art. 1-13 ; 2096 W art. 1-125⁴⁹

Direction régionale Languedoc-Roussillon de l'Office nationale des forêts

Sommaire

Administration générale. Législation et réglementation. Domaine de l'État, des collectivités et des particuliers - gestion foncière. Gestion technique de la forêt. Fonctionnement et travaux. Produits de la forêt : exploitation, commercialisation. Politique en matière agricole, forestière et d'environnement. Finances. Documentation technique

1823-2003

Métrage linéaire: 40,60

Communicabilité: librement communicable

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Versement 2409 W⁵⁰

Délégation interrégionale Sud-Est de l'inventaire forestier national

Sommaire

Art 1-6: Tableaux d'assemblage des photographies aériennes. Béziers, Agde. Meyrueis, Le Caylar. Stéréoscope permettant de visionner les photos en relief.

Métrage linéaire: 0,30

Communicabilité: librement communicable

⁴⁹ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-ONF-Languedoc-Roussillon-1823-2003>

⁵⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-inventaire-forestier-national-Sud-Est-1963-1965>

***Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la
nature en Méditerranée***

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Construction, sites et paysages

Sites

National

Versement 19890126⁵¹

Ministère: Culture

Direction: Architecture

Sous-direction: Sites, espaces protégés

Sommaire

Art 1-21 : Commission départementale des sites :

Chantiers intellectuels, représentants du ministre, inspecteurs par département, lignes électriques par département,

procès-verbaux commission départementale des sites par département, procès-verbaux commission supérieure des sites, 1930-56

Art 21-24 : Périmètres surveillés, classés par département et commune, 1942-43

Art 25-128 : Sites. Avis et rapports, dossiers classés par département et commune, 1908-73

Art 129-140. Affichage : Généralités et dossiers par département, composés de : Généralités, réglementation et cas par commune, 1911-70

Métrage linéaire: 14

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Ministere-Culture-Commission-departementale-des>

Versement 20090321⁵²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Sites et paysages

Sommaire

Art 1-11 : sites classés et inscrits : fiches cartographiques sous forme de calque comportant un croquis de délimitation du site et un extrait de décret ou arrêté de création du site (classement par département) , 1909-1983

20090321/1/1-1/1/4 : Alpes-de-Haute-Provence (anc. Basses-Alpes), 1931-1969

20090321/1/5 : Alpes-Maritimes (1937-1971)

20090321/2/6-2:11 : Bouches-du-Rhône (1917-1983)

20090321/3/7-20090321/3/9 : Corse (1909-1977)

20090321/10 : Var, Vaucluse. années 1970

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-sites-classes-et>

Bouches-du-Rhône

Versement 2882 W⁵³

Direction départementale de l'équipement des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-20 : vues aériennes dont notamment la Camargue, 1953-2001

Métrage linéaire : 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Corse-du-Sud

Versement 1091 W⁵⁴

Préfecture de Corse-du-Sud

Sommaire

1091 W 1 - 16: Protection de l'environnement et de la nature, architecture, commission départementale des sites

1956-1983

Métrage linéaire: 1,60

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

⁵³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Bouches-du-Rhone-vues-aeriennes-1953-2001>

⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-Corse-du-Sud-commission>

Gard

Versement 1603 W⁵⁵

Préfecture du Gard

Relations avec les collectivités territoriales - environnement

Sommaire

Art 1-95 : Travaux en sites classés, projets d'aménagements soumis à l'obtention d'une dérogation préfectorale, mise en œuvre du réseau écologique européen Natura 2000 (1912-2013)

Métrage linéaire : 9,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1135 W⁵⁶

Préfecture du Gard

Sommaire

1135 W 1-48

Travaux sur sites protégés, affichage publicitaire, sites dont parc national des Cévennes, réserve naturelle des gorges de l'Ardèche

1943-1991

Métrage linéaire: 5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

⁵⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-Travaux-en-sites-classes>

⁵⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-sites-proteges-1943-1991>

***Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la
nature en Méditerranée***

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Eau, biodiversité

Versement 1717 W⁵⁷

Conseil général des Alpes-Maritimes

Sommaire

1717 W 1 à 68

Aménagement et entretien des parcs naturels départementaux.

Projets de développement durable.

Protection des cours d'eau et des milieux marins.

Lutte contre les pollutions et prévention des risques naturels.

Protection animale. Défense des forêts contre les incendies.

1958 – 2006

Métrage linéaire: 7,00

Conditions d'accès: la consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu conservation: Archives départementales des Alpes-Maritimes

Versement 1636 W⁵⁸

Conseil général des Alpes-Maritimes

Sommaire

1636 W 1 à 30

Subventions aux associations de défense de l'environnement et de protection animale, 1982-2005

⁵⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-des-Alpes-Maritimes-parcs>

⁵⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-des-Alpes-Maritimes-Subventions>

Métrage linéaire: 3,00

Conditions d'accès: la consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu conservation: Archives départementales des Alpes-Maritimes

Versement 500 W

Ville de Marseille

Sommaire

gestion et aménagement des espaces verts, 1968-1976

Métrage linéaire:2,20 ml

Conditions d'accès : la consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu conservation : Archives municipales de Marseille

Eau

National

Versement 19850439⁵⁹

Ministère : Environnement

Direction : Eau

Sommaire

Art 9-22 : Brochures : bulletin de l'Association internationale permanente des congrès de navigation (AIPCN),

annuaires hydrologiques (Rhône, **Méditerranée**, **Corse**, Bretagne, Artois, Picardie, nord), exploitation du réseau hydrologique de base du bassin Rhône Méditerranée Corse, réseau d'études hydroclimatologiques et d'annonce des crues (subdivision hydraulique de **Nîmes**), cahiers océanographiques

1960-1980

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Alpes-Maritimes

Cotes 2004W 0001 à 2004W 0764⁶⁰

Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes

Service de l'eau et des risques

Sommaire

2004W 0001 - 2004W 0746 : dossiers de travaux d'Aménagement en eau potable (AEP) et d'assainissement, classés par commune

⁵⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-commission-de-l-eau-inondations-1937-1980>

⁶⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Alpes-Maritimes-assainissement-qualite-de-l>

2004W 0747 - 2004W 0748 : transferts FNDAE (Fonds national de développement des adductions d'eau) et agence de l'eau

2004W 0749 - 2004W 0764 : rapports sur la qualité de l'eau

Dates : 1922-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 764 (76 ml)

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

Versement 0542W⁶¹

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Alpes-Maritimes

Service de l'eau et de l'assainissement

Sommaire

Art 1-18 : Nappe alluviale du Var (1963-1976)

Art 19-358 : Alimentation en eau potable et hydraulique agricole (1940-1989)

Art 19-239 : Dossiers par commune

Art 240-358 : Dossiers des syndicats intercommunaux

(Syndicat intercommunal du canal de la Moyenne Corniche, syndicat intercommunal du Var et de l'Estéron inférieur, syndicat intercommunal de Levens, Contes, l'Escarène et Nice SILCEN, syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var, syndicat intercommunal des Trois Vallées, syndicat intercommunal des Cinq Communes, syndicat intercommunal du Canton de Guillaumes, syndicat intercommunal du Cannet, Vallauris et Mougins, syndicat intercommunal de défense contre les inondations de la Frayère, syndicat intercommunal de Valberg, syndicat intercommunal de défense contre les inondations de la Siagne, syndicat intercommunal d'amenée d'eau du Barlet, syndicat intercommunal de la Tinée)

Art 358-372 : Associations syndicales libres et associations syndicales autorisées (1940-1989)

⁶¹ Répertoire détaillé www.archives.developpement-durable.gouv.fr/Sommaire-ddaf-alpes-maritimes-assainissement-a40986.html

Art 373-504 : Assainissement (1952-1986)

Art 373- 66 : Dossier par commune

Art 467-504 : Dossiers des syndicats intercommunaux

(SILCEN, syndicat intercommunal des Cinq communes, syndicat mixte d'assainissement de la rive droite du Var, syndicat intercommunal de la Colle-sur-Loup, Saint-Paul et Villeneuve-Loubet, syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées du Paillon, syndicat intercommunal de Valberg, syndicat mixte d'aménagement du plateau de Valbonne SYMIVAL, syndicat intercommunal de défense contre les inondations de la Siagne)

Nombre d'articles : 504

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

Bouches-du-Rhône

Versement 2287 W⁶²

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-10 : Dossiers de travaux d'équipement réalisés en qualité de maître d'œuvre : Ventabren, Ceyreste, Association syndicale autorisée (ASA) des arrosants de la Fare-les-Oliviers et Roquefort-la-Bedoule. Documentation produite par la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt : schéma de mise en valeur des milieux naturels aquatiques des Bouches-du-Rhône, schéma départemental d'aménagement rural, schéma départemental de vocation piscicole, 1986-1999

Métrage linéaire : 1,10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

⁶² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Bouches-du-Rhone-Dossiers-de-travaux-d>

Versement 3260 W⁶³

Direction départementale de l'équipement des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-4 : Stations d'épuration des eaux usées, 1969-2000

Métrage linéaire : 0, 55 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code

du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Versement 3192 W⁶⁴

Ponts et chaussées des Bouches-du-Rhône

6e circonscription électrique

Sommaire

Art 1-6 : hydrologie, 1935-1955

Métrage linéaire : 0,60 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code

du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

⁶³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Bouches-du-Rhone-Stations-d-epuration-des>

⁶⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Ponts-et-chaussees-Bouches-du-Rhone-hydrologie>

Versement 3193 W⁶⁵

Direction régionale de l'environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sommaire

Art 1-108 : aménagement des eaux, réserves naturelles dont notamment la Camargue, 1957-2000

Métrage linéaire : 10,80 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Versement 3241 W⁶⁶

Direction régionale de l'équipement Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sommaire

Art 1-42 : réseau hydraulique dont notamment la Camargue, 1969-2011

Métrage linéaire : 4,20 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code

du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

⁶⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-PACA-amenagement-des-eaux-reserves>

⁶⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRE-PACA-reseau-hydraulique-1969-2011>

Versement 897 W⁶⁷

Ville de Marseille

Sommaire

Station d'épuration de l'Huveaune, construction :
études et rapports, permis de construire, documents graphiques, marchés,
communication et inauguration, correspondance
1889-1989

Métrage linéaire : 4,40 ml

Conditions d'accès : la consultation des documents s'effectue conformément au
code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu conservation : Archives municipales de Marseille

Gard

Versement 1754 W⁶⁸

Direction départementale des territoires et de la mer du Gard

Service grands ouvrages hydrauliques

Sommaire

Art 1-1512 : Barrages, hydrologie, (1935-2000)

Métrage linéaire : 150

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au
code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

⁶⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Marseille-Station-d-epuration-de-l-Huveaune>

⁶⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Gard-Service-grands-ouvrages>

Versement 1808 W⁶⁹

Direction départementale des territoires et de la mer du Gard

Service eaux et risques

Sommaire

Art 1-353 : Inondations ; études hydrauliques et travaux de protection ; Alimentation en eau potable et assainissement ; Installation classée pour la protection de l'environnement (1952-2019)

Métrage linéaire : 35

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1219 W

Associations syndicales autorisées du Gard

Sommaire

Art 1-74 : Agriculture et hydraulique, associations syndicales autorisées du Gard : activités, 1835-1992

Métrage linéaire : 5.85

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

⁶⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Gard-Inondations-etudes-hydrauliques-et>

Versement 7 S⁷⁰

Préfecture du Gard

Sommaire

7 S 1-616

Fonds de la préfecture

Le Rhône et affluents, rivières et ruisseaux, sources, amélioration agricole, assainissement

Fonds de l'ingénieur en chef

généralités, fleuves et cours d'eau, projets d'adduction d'eau

1742-1947

Métrage linéaire: 60

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1407 W⁷¹

Conseil général du Gard

Sommaire

1407 W 1-71: barrages non réalisés

1936-1981

Métrage linéaire: 9,70

⁷⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-hydraulique-du-Gard-fleuves-et-cours-d>

⁷¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-conseil-general-du-Gard-barrages-non-realises>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Hérault

Versement : 2439 W⁷²

Conseil supérieur de la pêche

Sommaire :

Art 1-341 : Coordination administrative. Mission à caractère nationale. Activités techniques. Prélèvements de terrain et analyses de laboratoires. Surveillance et protection des milieux aquatiques. Police de l'eau. Contrôle des usages : police administrative. Appui technique aux politiques de l'eau. Etudes ou expertises programmées et/ou commandités par des tiers

1952-2009

Métrage linéaire : 34

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

⁷² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Herault-conseil-superieur-de-la-peche-1952-2009>

Cotes : 7 S 1-920⁷³

Préfecture de l'Hérault, bureau des Ponts et Chaussées

Sommaire

Art 1-920: Service hydraulique. Syndicats, associations syndicales: irrigation, assainissement, assèchement

(1725-1972)

Métrage linéaire: 67

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Versement 1180 W⁷⁴

Service spécial d'aménagement hydraulique du Bas-Rhône Languedoc

Sommaire

Art 1-169: Aménagement hydraulique du Bas-Rhône Languedoc: assainissement de terres, irrigation, reboisement de zones, qualité des eaux, mise en valeur de zones agricoles, exploitation et auscultation d'ouvrages et d'infrastructures et projets de travaux (tronçons de canal, barrages de Mialet, de Saint-Guilhem, du Salagou), fleuves côtiers (Vidourle, Gardon,...). De nombreux plans sont conservés dans les dossiers de projets., 1954-1981

Métrage linéaire: 39,89

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

⁷³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Herault-hydraulique-1725-1972>

⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-amenagement-hydraulique-du-Bas-Rhone-Languedoc>

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Versement 1094 W⁷⁵

Commune de Montpellier

Sommaire

Aménagements hydrauliques, inondations, 1989-2015

Métrage linéaire : 2

Conditions d'accès : Librement communicable selon les articles L.213-1 à L.213-7 du Code du patrimoine.

Lieu conservation : Archives municipales de Montpellier.

Var

Versements 160W, 774W, 9193W, 2076W⁷⁶

Direction départementale de l'équipement du Var

Sommaire

Dossiers concernant notamment

- eau (aménagement des eaux, gestion des bassins et barrages, traitement des eaux usées), 1832-2002
- mer (aménagement des plages, travaux en mer), 1918-1975
- protection de la nature (sites ...), 1911-1994
- pollution des eaux, 1968-1971
- traitement des déchets, 1955-2002

⁷⁵ Répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-Montpellier-Amenagements-hydrauliques>

⁷⁶ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-methodique-d-archives-DDE-du-Var-pollution-protection-de-la-nature>

Métrage linéaire : 40 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Var

Espaces naturels

National

Versement 20070642⁷⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

20070642/1-4, 20, 25-26, 31 : Séances du Conseil national de la protection de la nature (CNPN) : Tourbière de Pionet (Aude), Tourbière de Pinet (Aude et Ariège), complexe lagunaire de BagesSigeon (Aude), réserve naturelle géologique Grotte du TM 71 (Aude), Protection des marais de Vauvert (Gard), domaine de la Baume (Gard), Gorges de l'Ardèche (Ardèche et Gard), réserves biologiques Massif du Caroux (Hérault), classement du parc de Coulondres en réserve naturelle (Hérault), classement du parc de Coulondres en réserve naturelle Saint-Gely-du-Fesc (Hérault), réserve naturelle de Roque-Haute (Hérault), site de l'Estagnol, de la Madeleine et du Creux de Miège (Hérault), Réserve naturelle du Creux de Miège (Hérault), réserve naturelle de Roquehaute (Hérault), réserve naturelle de Bagnas (Hérault), réserve naturelle de l'Estagnol, parc national des Cévennes (Lozère), réserve naturelle sous-marine à Cerbère (Pyrénées-Orientales), étang du Canet (Pyrénées-Orientales), réserves naturelles Py et Mantet (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle de la forêt de la Massane (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle de Prats de Mollo (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle de Mas Larrieu (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle de la vallée d'Eyne (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle du Val de Galbe (Pyrénées-Orientales), réserve de la Massane (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle de Nohèdes (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle nationale de Jujols (Pyrénées-Orientales), projet de création d'une réserve Haute Vallée de la Vesubie (Alpes-Maritimes), réserve naturelle du Boréon (Alpes-Maritimes), réserve du Mercantour (Alpes-Maritimes), sauvegarde de la Camargue (Bouches-du-Rhône), projet forêt de la Sainte-Baume (Var), protection de l'île de Bagaud (Var), Avant projet de création du parc national des Iles d'Hyères (Var), information sur le projet de plan d'action pour la préservation du pastoralisme et du loup dans l'arc alpin (Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Drôme, Isère, Savoie et Var), projet de réserve naturelle de la Plaine des Maures

⁷⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conseil-national-de-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

(Var), présentation du décret de la réserve intégrale du parc national de Port-Cros (Var), Projet de réserves naturelles dans le cadre du parc naturel régional du Lubéron (Vaucluse), Réserve naturelle géologique du Lubéron (Vaucluse - Alpes-de-Haute-Provence),
1951-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 0,8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Versement 19960018⁷⁸

Ministère : Environnement

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Parcs nationaux

Sommaire

Art 1-13 : Généralités, 1965-1992

Art 14-92 : Dossiers ou projets de création, études, aménagements :

(14) Camargue, 1993

(15-22) île de Porquerolles, 1971-1984

(23-28) Port-Cros, 1961-1978

(40-42) Écrins, 1971-1981

(43-72) Mercantour, 1966-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 5 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-parcs-nationaux-1953>

Versement 20080058⁷⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-4 : Réserves naturelles (RN) : législation, méthodologie, synthèses de gestion et études. 1976-2004

Art 4 (suite)-5 : Espaces naturels, réserves naturelles : gestion, études (classement par département), 1985-2000

Art 6-10 : Réserves naturelles volontaires (RNV) : création et gestion (classement par département), 1997-2000

Art 10 (suite)-12 : Protection de biotope : législation, décisions, arrêté de protection de biotope (APB) (classement par département), 1975-2005

Art 12 (suite) : Réserves biologiques domaniales (RBD) et non domaniales, forêts biologiques domaniales (FBD) : arrêtés d'aménagement, 1979-1987

Art 13-156 : Réserves naturelles : textes de classement, consultations locales et nationales, études, enquêtes, plans, cartes, contentieux (classement par département), 1962-2002

Art 157-159 : Réserves naturelles : projets de classement.(classement par département), 1973-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 159

Métrage linéaire : 53.00 ml (159 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reserves-naturelles-1973>

Versement 20130453⁸⁰

Ministère : Mer

Etablissement : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Base Océanologique de Méditerranée

Art 1 : Historique et fonctionnement, 1971-1979

Art 2-3 : Contrats CNEXO physiologie hyperbare, 1971-1985

Art 4-5 : Piles à combustibles COMEX/CNEXO, 1979-1983

Art 6 : Services des engins – STSM et STEP, 1971-1977

Art 7 : Commandes et contrats, 1962-1982

Art 8-15 : Robotique sous marine, 1986-2001

Art 16-27 : Archimède, 1952-1983

Art 28-41 : Archimède, 1963-1991

Art 42-48 : PLA2 6000, 1981-1985

Art 49-58 : SAGA, 1968-2001

Nombre d'articles : 58

Métrage linéaire : 18 ml

Conditions d'accès : communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Lieu de conservation : Archives nationales

⁸⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-Base-Oceanologique-de-Mediterranee-1952>

Versement 19880603⁸¹

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Conservatoire du littoral et des rivages lacustres

Introduction

Créé par la loi 75-602 du 10 juillet 1975 et le décret 75-1136 du 11 décembre 1975, le Conservatoire du littoral et des rivages lacustres est un établissement public à caractère administratif chargé de "mener, dans les cantons côtiers et les communes riveraines des lacs et plans d'eau d'au moins 1000 m², une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique".

Doté des moyens juridiques et financiers nécessaires à la réalisation de ces objectifs, le Conservatoire acquiert des espaces de nature à titre gratuit (par donation ou legs des particuliers) et surtout à titre onéreux (par négociation amiable, préemption ou expropriation) grâce à la subvention budgétaire annuelle que l'Etat lui octroie et aux concours que lui apportent les départements et les établissements publics régionaux.

Le Conservatoire organise ensuite la gestion de ces immeubles, classés dans son domaine propre ce qui les rend quasiment inaliénables, dont il faut, outre les garantir contre la construction, empêcher la dégradation, maintenir les écosystèmes, protéger la qualité et la richesse de la couverture végétale, conserver l'harmonie des paysages.

Ce versement est constitué des acquisitions de terrains faites par le Conservatoire entre 1975 et 1988, classées par conseil de rivage, département, site puis vente.

Ces dossiers contiennent la préparation de l'acte de vente (délibérations du conseil municipal, conseil de rivage, conseil d'administration du Conservatoire ; projets successif d'acte de vente et original de l'acte signé devant notaire ; enfin inscription de la vente aux hypothèques et au Tableau général des propriétés de l'Etat) et son règlement financier (autorisation de programme, crédits de paiement).

Les ventes n'ayant pas abouti sont regroupées dans les dossiers intitulés "dossier général département"

⁸¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conservatoire-de-l-1131>

Sommaire

Acquisition des terrains situés sur le littoral en vue de la protection des sites et de leur aménagement (classement par conseil de rivage, département, site puis terrain) 1976-1988.

Art. 34 à 42 (86 AJ BIS 1416 à 1424) : Méditerranée

Art 34 (86 AJ BIS 1416) : Alpes-Maritimes

Art 34 - 36 (86 AJ BIS 1416-1418) : Aude

Art 36 - 38 (86 AJ BIS 1418-1420) : Bouches-du-Rhône

Art 38 (86 AJ BIS 1420) : Gard

Art 38 - 40 (86 AJ BIS 1420-1422) : Hérault

Art 41 (86 AJ BIS 1423) : Pyrénées-Orientales

Art 41 - 42 (86 AJ BIS 1423-1424) : Var

Art. 43 à 46 (86 AJ BIS 1425 à 1428) : Corse

Art 43 (86 AJ BIS 1425) : dossier généraux

Art 44 (86 AJ BIS 1426) : Haute-Corse

Art 45 - 46 (86 AJ BIS 1427-1428) : Corse-du-Sud

Art. 51 - 52 (86 AJ BIS 1433-1434) : Expropriations

Art 51 (86 AJ BIS 1433) : Alpes-maritimes

Art 52 (86 AJ BIS 1434) : Hérault

1976-1988

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 18

Métrage linéaire : 1,80 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Alpes-Maritimes

Versement 1678 W⁸²

Conseil général des Alpes-Maritimes

Sommaire

1678 W 1 à 6 : Parc national du Mercantour (1993-2000).

Loups dans les Alpes-Maritimes (1994-1999).

Parc à bisons à Saint-Auban (1997-2000).

Gestion des oliveraies dans les Alpes-Maritimes (1999-2002).

Architecture et environnement (1990-1993).

Préservation de l'environnement (1996-1999).

Modalités d'accès

Publiable sur internet

Métrage linéaire: 0,6 ml

Leu de conservation: Archives départementales des Alpes-Maritimes

⁸²Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-des-Alpes-Maritimes-espaces>

Bouches-du-Rhône

Versement 3188 W⁸³

**Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Sommaire

Art 1-8 : parcs naturels et suivi environnemental dont notamment la Camargue, 1986-2002

Métrage linéaire : 0,80 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Versement 1183 W⁸⁴

Délégation à l'aménagement du territoire et l'action régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sommaire

Art 1-158 : Mission pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen. Rapports au gouvernement, commission spéciale, dossiers de la mission, études, cartes et plans.

1917-1983

Nombre d'articles : 158

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

⁸³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-PACA-parcs-naturels-et-suivi>

⁸⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DATAR-PACA-protection-et-amenagement-de-l->

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Versement 2293W⁸⁵

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-132 : protection des milieux naturels, aménagement foncier, aménagement forestier, défense des forêts contre l'incendie.

1949-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 132

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Versement 366 W⁸⁶

Ville de Marignane

Sommaire

Syndicat intercommunal de sauvegarde de l'étang de Berre (SISEB), 1989-2013.

Métrage linéaire : 1.90 ml

Conditions d'accès : la consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu conservation : Archives municipales de Marignane

⁸⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDEAF13-protection-des-milieux-naturels-1949>

⁸⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Marignane-Syndicat-intercommunal-de-sauvegarde>

Corse-du-Sud

Versement 1416 W⁸⁷

Direction régionale de l'environnement de Corse

Sommaire

1416 W 15 - 16: Parc national marin de Corse et Réserve naturelle de Scandola, Parc naturel régional de Corse : réunions de comités et correspondances

1994-1999

Métrage linéaire: 0,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Gard

Versement 1603 W⁸⁸

Préfecture du Gard

Relations avec les collectivités territoriales - environnement

Sommaire

Art 1-95 : Travaux en sites classés, projets d'aménagements soumis à l'obtention d'une dérogation préfectorale, mise en œuvre du réseau écologique européen Natura 2000 (1912-2013)

Métrage linéaire : 9,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

⁸⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Corse-Parc-national-marin-de-Corse-et>

⁸⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-Travaux-en-sites-classes>

Versement 1758 W⁸⁹

Direction départementale des territoires et de la mer du Gard

Sommaire

Art 1-57 : espaces naturels sensibles départementaux, gestion et réhabilitation (1985-2017)

Métrage linéaire : 6

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1874 W⁹⁰

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie

Sommaire

1874 W 1-229: Parc national des Cévennes ; Houillères de Bassin du Centre et du Midi (HBCM), unité d'exploitation du Gard ; Environnement, santé et risques ; Développement économique - (1890-2011)

1890-2011

Métrage linéaire: 24,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

⁸⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Gard-espaces-naturels-sensibles>

⁹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-DREAL-Occitanie-Parc-national-des-Cevennes>

Hérault

Versement 934 W⁹¹

Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen

Sommaire

Art 1-69 : Généralités. Conception de l'opération, actions préalables et aménagements. Développement du tourisme. Protection de l'environnement

1964-1983

Métrage linéaire : 7

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Versement 2582 W⁹²

Atelier technique des espaces naturels

Sommaire

Art 1-44 : Création. Fonctionnement. Partenariats. Stages et formations. Publications

1979-2018

Métrage linéaire : 4,40

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

⁹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-pour-la-protection-et>

⁹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Atelier-technique-des-espaces-naturels-1979-2018>

Versement 2581 W⁹³

Parcs nationaux de France

Sommaire

Art 1-26: Réunions du Conseil d'administration. Recueil des actes administratifs. Études

2007-2016

Métrage linéaire: 2,60

Communicabilité: Librement communicable

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Cotes : 104 W art. 1-144 ; 1163 W art. 1-205 ; 1351 W art. 1-1093 ; 1621 W art. 1-57 ; 2338 W art. 1-7⁹⁴

Agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon

Sommaire :

Fonctionnement de l'Agence. Conception de l'opération, actions préalables et aménagements. Infrastructures et équipements. Développement du tourisme. Protection de l'environnement (littoral, étangs et zones humides, arrière-pays). Documents photographiques, plans

1941-1989

Métrage linéaire : 75 ml

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

⁹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Parcs-nationaux-de-France-2007-2016>

⁹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-amenagement-touristique-du-Languedoc>

Littoral et milieu marin

National

Versement 19880603⁹⁵

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Acquisition des terrains situés sur le littoral en vue de la protection des sites et de leur aménagement (classement par conseil de rivage, département, site puis terrain) 1976-1988.

Art 34-46 : Méditerranée

1976-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conservatoire-de-l-1131>

Versement 20090381⁹⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-42 : organisation administrative : Conseil national de la protection de la nature (CNP). 1979-2007 ; comité interministériel, Direction de la nature et des paysages (DNP), Direction régionale de l'environnement (DIREN). 1993-2004 ; associations, établissements publics. 1995-2007 ; coopération internationale. 1976-2000. 1976-2007

Art 43-50 : législation et réglementation générales : code de l'environnement, textes législatifs. 1976-2005

Art 51-100 : agriculture, biodiversité : Natura 2000/agriculture et biodiversité, agriculture et environnement. 1987-2006 ; inventaire des richesses naturelles, gestion du patrimoine naturel, programme environnemental, fiscalité de l'environnement, biocarburants. 1969-2007. 1967-2007

Art 101-282 : milieux aquatiques : politique et gestion de l'eau, gestion des ressources aquatiques. 1988-2004 ; qualité des eaux, dossier toxicologie, plantes aquatiques. 1983-2004 ; cours et plans d'eau : gestion des milieux naturels et fluviaux, gestion des cours et plans d'eau, domaine public fluvial (DPF), entretien des cours d'eau, EDF/surveillance de l'environnement, travaux de restauration, zones inondables. 1983-2007 ; Plan Loire. 1987-2006 ; littoral : protection du littoral, Mont Saint-Michel. 1966-2004 . 1966-2007

Art 283-780 : espaces naturels protégés : documents généraux, gestion des espaces naturels, Natura 2000, agendas locaux. 1976-2006 ; zones humides : Natura 2000, RAMSAR. 1977-2005 ; réserves naturelles : Natura 2000, forêts, sites en milieux ouverts, sites classés, réserves naturelles. 1972-2006 ; parcs naturels nationaux et régionaux. 1968-2006. 1968-2006

Art 781-820 : aménagement du territoire : plan de développement durable, gestion des territoires, terroirs et environnement. 1992-2004 ; territoires ruraux : Natura 2000 et développement des territoires ruraux. 1991-2007. 1991-2007

⁹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-espaces-naturels-Natura>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 820

Métrage linéaire : 71 ml (218 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840111⁹⁷

Ministère : Premier ministre

Direction : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR)
Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace méditerranéen

Sommaire

Art 1-11 (86 AJ bis 00232-00242). Aménagement du territoire : Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen. Activités : Dossiers, 1972-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Alpes-Maritimes

Cotes 0677W 0001 à 0677W 0109⁹⁸

Direction départementale des affaires maritimes des Alpes-Maritimes

Quartiers de Nice, Cannes et Antibes

Sommaire

Généralités

Secrétariat à la marine marchande .- Inscription maritime de Marseille : correspondance, notes, circulaires

⁹⁷ Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_021162

⁹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Sommaire-DDAM-Alpes-Maritimes-protection-du-littoral-marine-marchande-plaisance>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Administration principale de l'inscription maritime, quartier de Nice : correspondance

Direction régionale de l'inscription maritime : procès-verbaux de conférences concernant l'organisation du service

Personnel

Registres de route, matricules des marins, pensions

Procédure disciplinaire

Protection du littoral

Demandes d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime

Délimitation du rivage

Marine marchande, plaisance et pêche

Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance :

dossiers d'approbation de modèles de navires

Contrôle annuel des navires : procès-verbaux de visite

Registre des entrées et sorties des bateaux dans le port de Nice

Registres de matricules des bateaux

Registres d'armement et de désarmement des navires

Registre des ventes de bateaux

Contentieux

Incidents en mer

Distinctions honorifiques

1924-1980

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 109

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

Cotes 77 W 1-6 ; 1048 W 1-20 ; 1054 W 1-60 ; 1094 W 1-188⁹⁹

Nice. Direction de l'Environnement

Sommaire

Fonctionnement du service

Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Environnement

Front de mer

1983-2014

Métrage linéaire : 13 ml

Conditions d'accès : Librement communicable selon les articles L.213-1 à L.213-7 du Code du patrimoine.

Lieu conservation : Archives municipales de Nice

Cotes 166 W 1-27 ; 170 W 1-35

Nice. Direction de l'Environnement

Sommaire

Prévention des milieux aquatiques

Gestion du littoral

Prévention des risques

LGV-PACA

2018-2019

Métrage linéaire : 9 ml

Conditions d'accès : Librement communicable selon les articles L.213-1 à L.213-7 du Code du patrimoine.

Lieu conservation : Archives municipales de Nice

⁹⁹Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Nice-Environnement-a-Nice-1983-2014>

Bouches-du-Rhône

Versement 3187 W¹⁰⁰

Service maritime et de navigation des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-47 : gestion du domaine public maritime, 1949-2004

Métrage linéaire : 4,70 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Versement 3220 W¹⁰¹

Service maritime et de navigation des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-6 : gestion du domaine public maritime, 1961-2005

Métrage linéaire : 0,60 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

¹⁰⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-maritime-et-de-navigation-Bouches-du>

¹⁰¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-maritime-et-de-navigation-Bouches-du-2329>

Versement 3641 W¹⁰²

Syndicat de recherches de Port-Miou

Présentation du producteur

Le Syndicat de recherches de Port-Miou est fondé grâce aux contributions de diverses administrations et partenaires, principalement :

la Société des eaux de Marseille (SEM), le Bureau de recherches géologiques minières (BRGM), puis plus tard par le bureau d'études techniques Coyne et Bellie

Présentation du contenu

Ce fonds regroupe les documents relatifs au fonctionnement du syndicat ainsi qu'à ses activités scientifiques liées à la rivière souterraine de Port-Miou.

1964-2013

Métrage linéaire : 2.1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

¹⁰² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Syndicat-de-recherches-de-Port-Miou>

Corse-du-Sud

Versement 1240 W¹⁰³

Préfecture de Corse-du-Sud

Sommaire

1240 W 83 - 84: Acquisition par le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres de la pinède de Palombaggia : dossier d'enquête d'utilité publique : correspondance, rapport, infraction au code de l'urbanisme

1991

Métrage linéaire: 0,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Hérault

Cote : 1103 W¹⁰⁴

Importance matérielle (ml) : 77,57 ml

Dates : 1963-1980

Présentation du producteur

Après quatre ans de réflexion menée notamment par le ministre de la Construction Pierre Sudreau, l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon est décidé par le gouvernement de Georges Pompidou le 18 juin 1963.

Le décret 63-580 du 18 juin 1963 entérine la création de la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon dont l'objectif est "d'assurer dans les quatre départements du Gard, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales la coordination des actions entreprises pour l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon" (décret n°63-580, art 1). Le gouvernement veut alors apporter à l'économie de la région, déséquilibrée par la prédominance de la viticulture, d'autres activités, notamment celles liées au tourisme. "La Mission est

¹⁰³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-Corse-du-Sud-Acquisition-par-le>

¹⁰⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-amenagement-du-littoral-du-Languedoc-Roussillon>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

chargée de définir le programme général d'aménagement de la côte du Languedoc-Roussillon, d'en déterminer les moyens d'exécution et d'en suivre la réalisation par l'Etat, les collectivités locales et par tout organisme public ou privé agissant avec l'aide de l'Etat ou son contrôle". (décret 63-580, art 6).

La Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est la première "Administration de mission" créée en France, responsable unique de l'opération dont elle est chargée. Elle relève directement du Premier ministre et dispose d'une liberté très grande, notamment dans l'utilisation des moyens financiers très importants dont elle bénéficie. Elle joue, à l'égard de tous les acteurs qui y participent, administrations ordinaires de l'Etat, collectivités locales et entreprises privées, le rôle de chef de file.

Dès l'origine, la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est présidée par le conseiller d'Etat Pierre Racine. Elle siège dans les locaux de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) sis à Paris. La Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est représentée localement par le Service régional d'études de la Mission à Montpellier.

Les grands travaux incombant à l'Etat (routes, ports, boisement) sont étudiés par les différentes administrations, décidés par la Mission interministérielle mais toujours réalisés par l'administration compétente sur des crédits délégués par la Mission. L'aménagement des stations nouvelles (équipement et vente des terrains aux constructeurs) est concédé par l'Etat et les communes concernées aux départements qui ont eux mêmes délégué leur responsabilité à des sociétés d'économie mixte. La Mission exerce alors un contrôle administratif et financier sur ces différentes sociétés d'économie mixte dont elle oriente et soutient l'action.

Les quatre sociétés d'économie mixte créées en 1964 sont :

- la Société d'Aménagement du Département de l'Hérault (SADH), responsable de l'aménagement de la Grande-Motte et de Carnon ;
- la Société d'équipement du Biterrois et de son Littoral (SEBLI) pour le Cap-d'Agde ;
- la Société d'Economie Mixte d'Equipement et d'Aménagement de l'Aude (SEMEAA) pour les stations audoises de Gruissan et Port-Leucate ;
- la Société d'Etudes et d'Aménagement des Pyrénées-Orientales (SEMETA) pour Port-Barcarès.

Par ailleurs, la Mission interministérielle a développé l'action d'un organe de coordination interdépartementale dans le domaine particulier de la démoustication : l'Entente interdépartementale pour la démoustification (EID).

La Mission Racine, créée au départ pur une durée de trois ans a été régulièrement prorogée pour prendre fin le 31 décembre 1982.

Présentation du contenu

Les documents conservés dans ce fonds reflètent plus particulièrement l'aspect politique et décisionnel, ce qui constitue son principal intérêt. Dans la première partie du plan de classement intitulé "Fonctionnement de la Mission", le chercheur pourra trouver des dossiers concernant l'origine du projet et la création de l'institution ainsi que la désignation et la composition de ces membres. Le fonctionnement proprement dit de la Mission est reflété par les comptes-rendus de réunion (1963-1980) mais également par de nombreuses notes rédigées à la fois par le service parisien et l'antenne régionale de Montpellier concernant les activités mais également l'évolution des chantiers. Une correspondance importante couvrant pratiquement l'ensemble de la période de vie de la Mission (1963-1979) complète cette présentation. Ce fonds explique et complète celui du service régional du service d'études de la mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon, Montpellier, constitué notamment de dossiers illustrant les activités de terrains : documents d'urbanisme, dossiers de grands travaux et d'aménagements routiers, assainissement du littoral et des étangs (démoustication), développement des stations touristiques.

Cotes : 424 W ; 493 W ; 471 W ; 576 W ; 613 W ; 646 W ; 719 W ; 764 W ; 773 W ; 786 W ; 866 W ; 867 W ; 875 W ; 879 W ; 947 W ; 1004 W ; 1022 W ; 1058 W ; 1065 W ; 1075 W ; 1080 W ; 1118 W ; 1128 W ; 1129 W ; 1132 W ; 1143 W ; 1174 W ; 1252 W ; 1259 W ; 1282 W ; 1289 W ; 1303 W ; 1316 W ; 1339 W ; 1412 W ; 1434 W ; 1458 W ; 1487 W ; 1489 W ; 1492 W ; 1493 W ; 1494 W ; 1665 W ; 2252 W ; 2259 W ; 2306 W ; 2426 W ; 2427 W ; 2429 W ; 2447 W ; 2449 W ; 2476 W Préfecture de l'Hérault - Environnement, risques naturels et technologiques (1941-2013) 1941-2013 ¹⁰⁵

Dates : 1941-2013

Nom du producteur

Préfecture de l'Hérault

Présentation du contenu

Ce répertoire méthodique traite de l'ensemble de documents relatifs à l'environnement traité par les services de la préfecture.

On trouve des dossiers sur l'organisation de la protection de l'environnement dans le département (réglementation, services administratifs, commissions, déclarations d'aménagement au titre de la loi sur l'eau), la sensibilisation à l'environnement (Journée de l'arbre, notamment), sur les nuisances et pollutions, la gestion et

¹⁰⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-prefecture-de-l-Herault-littoral-1941-2013>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

l'entretien des espaces verts et la protection des espèces. Une partie importante concerne également la protection, l'aménagement et la mise en valeur du littoral (Loi "littoral", études, travaux de défense contre la mer, lutte contre la pollution et protection et aménagement du littoral et des étangs littoraux avec notamment les contrats de baie) ainsi que la gestion de l'eau (police des eaux, ressource en eau, gestion, entretien et protection des cours d'eau et du milieu aquifère).

Enfin la gestion et la prévention des risques naturels constitue le dernier pan de ce répertoire dans lequel on retrouve la mise en place des plans d'exposition aux risques naturels (PER), des plans des risques naturels (PPR) et des plans d'action et de prévention des inondations (PAPI).

Modalités d'accès

Selon les lois et réglemente en vigueur

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

Cote : 931 W art. 3-372 ; 932 W art. 1-96 ; 933 W art. 1-29 ; 1007 W art. 1-488 ; 1219 W art. 1-6 ; 1424 W art. 1-174 ; 1583 W art. 1-163 ; 1621 W art. 1-57¹⁰⁶

Importance matérielle (ml) : 91,73 ml

Dates : 1961-1989

Nom du producteur

Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon -
Antenne de Montpellier

Présentation du contenu

Les archives du service régional d'études de la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon illustrent parfaitement les activités de terrain dudit service ; elles reflètent également les rapports que le service régional d'études entretient avec ses partenaires, notamment l'agence pour l'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon (qui deviendra à partir de 1977 agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon) mais aussi les différentes sociétés d'économie mixte, organismes de terrain chargés de mettre en œuvre la politique définie par la Mission interministérielle.

Ce fonds contient tous les comptes rendus de la Mission interministérielle ainsi que ceux de l'agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du littoral.

Le chercheur trouvera de nombreux documents d'urbanisme (schéma directeur d'aménagement du littoral, plan d'urbanisme directeur (PUD), plans d'occupation des

¹⁰⁶ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-amenagement-du-littoral-du-Languedoc>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

sols (POS) mais aussi les dossiers d'acquisition foncières, préalables aux aménagements des stations touristiques.

Le fonds comprend également les dossiers de grands travaux tels que les aménagements routiers, l'assainissement du littoral et des étangs (opérations de démoustication), de nombreux dossiers relatifs à l'implantation des campings, au développement d'un habitat de loisirs ainsi qu'à la création des ports de plaisance. Ce fonds compte de nombreux documents iconographiques intéressants : des clichés pris avant, pendant et après les travaux permettent de suivre l'évolution des opérations d'aménagement. Le chercheur trouvera également des photographies de diverses inaugurations, notamment celles du voyage du général De Gaulle sur le littoral le 24 octobre 1967.

L'ensemble de ce fonds couvre la période d'activité de la Mission Racine La Mission interministérielle étant également chargée d'assurer la protection des sites et paysages, le chercheur pourra trouver de nombreux dossiers relatifs à la protection de l'environnement : classement des sites.(1963-1982).

Modalités d'accès

Selon les lois et réglemente en vigueur

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

Versements 2082 W ; 2223 W¹⁰⁷

Conseil général de l'Hérault

Organismes partenaires de l'Entente interdépartementale de démoustication

Sommaire

Dossiers du Centre d'études pour la protection du littoral (CEPREL), Commission scientifique régionale sur les étangs du Languedoc-Roussillon (COSEL), Institut des aménagements régionaux et de l'environnement (IARE). 1981-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

¹⁰⁷ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Entente-interdepartementale-de-demoustication>

Versements 1026 W ; 1305 W ; 2082 W ; 2223 W¹⁰⁸

Conseil général de l'Hérault

Entente interdépartementale de démoustication

Sommaire

Dossiers de l'Entente interdépartementale de démoustication: missions et activités, 1909-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Préservation des espèces animales et végétales

Gard

Versement 1810 W¹⁰⁹

Direction départementale des territoires et de la mer du Gard

Service environnement et forêt

Sommaire

Art 1-11: Associations communales de chasse agréées, 1978-2019

Métrage linéaire: 1,30

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

¹⁰⁸ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Entente-interdepartementale-de-demoustication-2349>

¹⁰⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Gard-Associations-communales-de-chasse>

Energie

Bouches-du-Rhône

Versement 3285 W¹¹⁰

Préfecture des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-32 : Carrières, exploitation. 1994-2008

Métrage linéaire : 3,20 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Versement 3217 W¹¹¹

Agence de sûreté nucléaire Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sommaire

Art 15-163 : établissements utilisant le nucléaire, autorisations et contrôle, 1958-2012

Métrage linéaire : 14,80 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

¹¹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-des-Bouches-du-Rhone-Carrieres>

¹¹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-de-surete-nucleaire-PACA-Etablissements>

Gard

Versement 8 S¹¹²

Préfecture du Gard

Sommaire

Mines et énergie, 1791-1946

Métrage linéaire: 27

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1876 W

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie

Sommaire

Carrières abandonnées ; Iconographie des carrières du Gard, 1846-2012

Métrage linéaire: 26

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

¹¹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-prefecture-du-Gard-mines-et-energie-1791-1946>

Hérault

Cotes : 8 S 1-347¹¹³

Préfecture de l'Hérault, bureau des Ponts et Chaussées

Sommaire

Art 1-347: mines, carrières, pétrole, énergie électrique: études, permis de recherche (1800-1940)

Métrage linéaire: 28,80

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

¹¹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Herault-mines-et-energie-1800-1940>

Infrastructures et services de transports

Bouches-du-Rhône

Versement 3264 W¹¹⁴

Direction départementale de l'équipement des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-5 : Aménagement du littoral, ports, 1958-1989

Métrage linéaire : 0,65 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Gard

Versement 3 S¹¹⁵

Préfecture du Gard

Sommaire

Navigation intérieure

3 S 1-194

Fonds de préfecture

Réglementation générale; navigation sur le Rhône, bacs et passages d'eau, canal de navigation du Rhône à Sète, canal navigable dérivé du Gardon

Fonds de l'ingénieur en chef

généralités, bacs, bateaux à vapeur, pêche fluviale

¹¹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Bouches-du-Rhone-Amenagement-du-littoral>

¹¹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-Navigation-interieure-1790>

1790-1943

Métrage linéaire: 12

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1019 W¹¹⁶

Service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon

Sommaire

Art 1-35 : aménagements des ports d'Aigues-Mortes, du Grau du Roi et de Port Camargue (1957-1984)

Métrage linéaire : 3,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

¹¹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-maritime-et-de-navigation-du-Languedoc>

Hérault

Versements 2501W - 2503W - 4SP¹¹⁷

Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Languedoc-Roussillon

Service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon

Versement 2501W

Art 1-519 : photographies concernant les travaux maritimes, fonctionnement de la DREAL

1983-2006

Nombre d'articles : 519

Conditions d'accès librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Versement 2503W

Sommaire

Art 1-36 : photographies concernant les ports, travaux maritimes, littoral

1901-1995

Nombre d'articles : 36

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

¹¹⁷ Répertoires détaillés <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Languedoc-Roussillon-photographies-sur-les>

Versement 4SP

Sommaire

Art 1-9 : photographies concernant les travaux du canal du Rhône à Sète
[1906-1914]

Nombre d'articles : 9

Conditions d'accès librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Versement 2797 W¹¹⁸

Voies navigables de France, Unité du Canal du Rhône (Sète)

Sommaire

Art 1-21: statistiques, gestion du domaine....
1981-2018

Métrage linéaire: 2,4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

¹¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Voies-navigables-de-France-canal-du-Thone-Sete>

Versements 2181 W; 2328 W; 2692 W¹¹⁹

Direction interdépartementale des affaires maritimes

Sommaire

2181 W 1-102; 2328 W 1-7; 2692 W 1-3, 2692 W 5-10, 2692 W 12-163

Administration générale, gens de mer, navigation maritime, exploitation et mise en valeur du milieu marin

1888-2002

Métrage linéaire: 20,3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

¹¹⁹ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/epertoire-d-archives-methodique-DDAM-Herault-navigation-maritime-exploitation>

Prévention des risques

Risques industriels

National

Versement 20070113¹²⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-419 : Installations classées : plaintes, études techniques, avis du ministère, avis judiciaire

classement par département, commune et entreprise

20070113/21-20070113/24

1981-2002

Alpes-Maritimes

20070113/41-20070113/64

19666-2003

Bouches-du-Rhône

20070113/84-20070113/86

1977-1999

Corse

1948-2006

20070113/121-20070113/125

1978-2000

Gard

20070113/144-20070113/147

1977-2001

Hérault

¹²⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Installations-classees-plaintes-etudes>

20070113/291

1993-1994

Pyrénées-Orientales

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 49

Métrage linéaire : 4,90 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Bouches-du-Rhône

Versement 1056 W¹²¹

Ville de Marseille

Sommaire

Projet Terre :

projet de construction d'une usine d'incinération pour traitement des déchets , 1992-2000

Conditions d'accès : la consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu conservation : Archives municipales de Marseille

Gard

Versement 1032 W¹²²

Préfecture du Gard

Sommaire

1032 W 1-194

¹²¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Marseille-Projet-Terre-projet-de-construction-d>

¹²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-sites-installations-classees>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Environnement:

Généralités, journées de l'arbre, de l'environnement

Sites, monuments historiques et objets

Installations classées

Exploitation de sols et sous-sols

Déchets et pollution:

Chasse, pêche

1865-1985

Métrage linéaire: 20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Hérault

Cote : 7 W 446-562 ; 950 W 1-15 ; 1736 W 1-175 ; 1757 W 1-41 ; 2646 W 1-126 ; 2726 W 1-55¹²³

**Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Languedoc-Roussillon**

Sommaire

Contrôle des appareils à vapeur et à gaz, Centrales thermiques et nucléaires, Dossiers d'installations classées (hors mines et carrières. Eaux minérales et thermales). Explosifs et gaz. Rencontre inter-DRIRE. Prévention des risques électriques. Certificat d'économies d'énergie (CEE).

Centre de production thermique EDF d'Aramon. Parcs éoliens. Parcs photovoltaïques. Zone de développement éolien (ZDE). Monuments historiques et sites

Unité départementale Hérault (UD34) : Sites pollués. Impact sanitaire (Légionellose). Mines et carrières

1910-2011

¹²³ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-DRIRE-Languedoc-Roussillon-risques-industriels>

Métrage linéaire : 22,40

Communicabilité : voir code du patrimoine

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Versements 2 W ; 7 W ; 83 W ; 307 W ; 354 W ; 359 W ; 392 W ; 452 W ; 515 W ; 524 W ; 608 W ; 660 W ; 667 W ; 687 W ; 693 W ; 739 W ; 740 W ; 760 W ; 803 W ; 846 W ; 855 W ; 870 W ; 890 W ; 947 W ; 949 W ; 1015 W ; 1073 W ; 1077 W ; 1080 W ; 1119 W ; 1128 W ; 1129 W ; 1143 W ; 1158 W ; 1174 W ; 1181 W ; 1200 W ; 1228 W ; 1282 W ; 1289 W ; 1293 W ; 1303 W ; 1316 W ; 1326 W ; 1383 W ; 1458 W ; 1459 W ; 1469 W ; 1487 W ; 1503 W ; 1691 W ; 2243 W ; 2252 W ; 2306 W ; 2427 W ; 2449 W ; 2525 W ; 2526 W ; 2527 W ; 2528 W¹²⁴

Préfecture de l'Hérault

Sommaire

Réglementation de l'environnement et des risques majeurs, droit des sols, 1924-2014

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

¹²⁴ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-prefecture-de-l-Herault-Reglementation-de-l>

Risques naturels

National

Versement 20070643¹²⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Prévention des risques

Sommaire

Plans de prévention des risques naturels et inondations (PPRI)

Art 1-6 : Point avec préfets : avancement, bilans, enquêtes publiques, questions parlementaires, 1994-2004

Art 7-61 : PPRI : rapport de présentation, arrêté portant approbation, règlement, carte des aléas , plan de zonage (classement par département et commune), 1972-2005

20070643/11-20070643/15

1993-2005

Alpes-Maritimes

20070643/19-20070643/21

1987-2005

Bouches-du-Rhône

20070643/26

1988-1993

Gard

20070643/28-20070643/35

1989-2005

Hérault

20070643/48

1991-2005

Pyrénées-Atlantiques

¹²⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Plans-de-prevention-des>

20070643/51

1986-2005

Pyrénées-Orientales

20070643/58-20070643/59

1987-1992

Var

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 27

Métrage linéaire : 2,70 ml

Lieu de conservation :

Corse-du-Sud

Versement 1540 W¹²⁶

Direction départementale des territoires et de la mer de Corse-du-Sud

Sommaire

1540 W 1 - 47: Dossiers techniques des opérations relatives à la Défense des Forêts contre les incendies, aux Forestiers Sapeurs (FORSAP) dans le cadre DFCL, aux boisements et aux travaux forestiers

1979-2002

Métrage linéaire: 5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

¹²⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Corse-du-Sud-defense-des-Forets-contre-les>

Versement 1536 W¹²⁷

Direction départementale des territoires et de la mer de Corse-du-Sud

Sommaire

1536 W 1 - 21: Dossiers techniques des opérations relatives à la Défense des Forêts contre les incendies

1987-1995

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Versement 457 W¹²⁸

Préfecture de Corse-du-Sud

Sommaire

457 W 1 - 5: Incendies, secours d'urgence, calamités agricoles, statistiques, 1957-1973

Métrage linéaire: 0,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

¹²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Corse-du-Sud-defense-des-Forets-contre-les-3185>

¹²⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-Corse-du-Sud-Incendies-secours-d>

Gard

Cotes extrêmes¹²⁹

1623 W 1-17

Dates extrêmes

2002-2005

Description physique

Nombre d'éléments

17 boîtes d'archives

Métrage linéaire

1,70

Lieu de conservation

Archives départementales du Gard

Nom du producteur

Préfecture du Gard. Secrétariat général. Direction des collectivités et du développement local. Mission Foncier agricole

Statut juridique

Archives publiques

Communicabilité

Selon les dispositions prévues pour les archives publiques par le Code du Patrimoine (art. L 213-1 à 8).

La totalité de ce Versement est librement communicable.

¹²⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-inondations-2002-2005>

Versement 1808 W¹³⁰

Direction départementale des territoires et de la mer du Gard

Service eaux et risques

Sommaire

Art 1-353 : Inondations ; études hydrauliques et travaux de protection ; Alimentation en eau potable et assainissement ; Installation classée pour la protection de l'environnement (1952-2019)

Métrage linéaire : 35

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1749 W¹³¹

Conseil général du Gard

Sommaire

1749 W 10-12: inondations de 2002

estimations, activités des comités et commission

2002-2003

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

¹³⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Gard-Inondations-etudes-hydrauliques-et>

¹³¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-conseil-general-du-Gard-actions-menees-par-le>

Hérault

Guide des sources de la gestion des crises et des risques naturels dans l'Hérault (1940 à nos jours), 2011¹³²

Publication Archives départementales de l'Hérault

Guide des sources réalisé par Gabriel Amalvi, stagiaire étudiant en Master 2 d'Histoire à l'université Paul Valéry, 2011

Sommaire

Première partie

Introduction

Présentation générale

Réglementation et dispositifs

Acteurs

Avant-propos

Partie II

Guide des sources

Répertoire méthodique par Emmanuel Lion et Evelyne Secondy, travail coordonné par Martine Bourmaud ; sous la direction de Sylvie Desachy

Archives départementales de l'Hérault

Montpellier - 2016

Cote : 424 W ; 493 W ; 471 W ; 576 W ; 613 W ; 646 W ; 719 W ; 764 W ; 773 W ; 786 W ; 866 W ; 867 W ; 875 W ; 879 W ; 947 W ; 1004 W ; 1022 W ; 1058 W ; 1065 W ; 1075 W ; 1080 W ; 1118 W ; 1128 W ; 1129 W ; 1132 W ; 1143 W ; 1174 W ; 1252 W ; 1259 W ; 1282 W ; 1289 W ; 1303 W ; 1316 W ; 1339 W ; 1412 W ; 1434 W ; 1458 W ; 1487 W ; 1489 W ; 1492 W ; 1493 W ; 1494 W ; 1665 W ; 2252 W ; 2259 W ; 2306 W ; 2426 W ; 2427 W ; 2429 W ; 2447 W ; 2449 W ; 2476 W

Dates : 1941-2013

Nom du producteur

Préfecture de l'Hérault

¹³² *Guide des sources* <https://ressources.histoire-environnement.org/Guide-des-sources-de-la-gestion-des-crisis-et-des-risques-naturels-dans-l>

Présentation du producteur

C'est avec l'apparition d'un ministère spécifique en janvier 1971 que l'environnement prend une place dans le débat politique. Depuis, sa défense et l'importance des questions environnementales n'ont fait que croître.

Modalités d'entrées

Versement

Présentation du contenu

Ce répertoire méthodique traite de l'ensemble de documents relatifs à l'environnement traité par les services de la préfecture.

On trouve des dossiers sur l'organisation de la protection de l'environnement dans le département (réglementation, services administratifs, commissions, déclarations d'aménagement au titre de la loi sur l'eau), la sensibilisation à l'environnement (Journée de l'arbre, notamment), sur les nuisances et pollutions, la gestion et l'entretien des espaces verts et la protection des espèces. Une partie importante concerne également la protection, l'aménagement et la mise en valeur du littoral (Loi "littoral", études, travaux de défense contre la mer, lutte contre la pollution et protection et aménagement du littoral et des étangs littoraux avec notamment les contrats de baie) ainsi que la gestion de l'eau (police des eaux, ressource en eau, gestion, entretien et protection des cours d'eau et du milieu aquifère).

Enfin la gestion et la prévention des risques naturels constitue le dernier pan de ce répertoire dans lequel on retrouve la mise en place des plans d'exposition aux risques naturels (PER), des plans des risques naturels (PPR) et des plans d'action et de prévention des inondations (PAPI).

Accroissement

Fonds ouvert

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Versements 2 W ; 7 W ; 83 W ; 307 W ; 354 W ; 359 W ; 392 W ; 452 W ; 515 W ; 524 W ; 608 W ; 660 W ; 667 W ; 687 W ; 693 W ; 739 W ; 740 W ; 760 W ; 803 W ; 846 W ; 855 W ; 870 W ; 890 W ; 947 W ; 949 W ; 1015 W ; 1073 W ; 1077 W ; 1080 W ; 1119 W ; 1128 W ; 1129 W ; 1143 W ; 1158 W ; 1174 W ; 1181 W ; 1200 W ; 1228 W ; 1282 W ; 1289 W ; 1293 W ; 1303 W ; 1316 W ; 1326 W ; 1383 W ; 1458 W ; 1459 W ; 1469 W ; 1487 W ; 1503 W ; 1691 W ; 2243 W ; 2252 W ; 2306 W ; 2427 W ; 2449 W ; 2525 W ; 2526 W ; 2527 W ; 2528 W¹³³

Préfecture de l'Hérault

Sommaire

Réglementation de l'environnement et des risques majeurs, droit des sols, 1924-2014

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

¹³³ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-prefecture-de-l-Herault-Reglementation-de-l>

Sécurité et affaires maritimes

National

Versements :¹³⁴

Sous-série F/14, Travaux publics : F/14/751-F/14/752, F/14/754, F/14/759, F/14/1120/1, F/14/18374, F/14/19331-F/14/19335, F/14/19470-F/14/19474, F/14/19705-F/14/19710, F/14/19819-F/14/20346, F/14/20441-F/14/20444, F/14/20510, F/14/20743-F/14/20749, F/14/20775-F/14/20776, F/14/20801-F/14/21012.

Sous-série MAR, Marine : MAR/D/2/58, MAR/DD/2/743, MAR/3JJ/174

Ministères : Travaux publics ; Marine marchande

Service des phares et balises

Sommaire

Dossiers d'établissements, les phares et balises dans le territoire français, signalisation maritime ... (1773-2008)

Métrage linéaire : 29

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

¹³⁴ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Administration-centrale-phares-et-balises-1685>

Versement 1980à054¹³⁵

Ministère : Marine marchande (Secrétariat d'Etat)

Direction : Ports et navigation maritimes

Sous-Direction : Service de la navigation

Art 35-37, 40 : pollution (problème des bouées rouges) et assainissement en Méditerranée

1963-1968

Communicabilité : libre

Métrage linéaire : 0,40 m.l.

Lieu de conservation : Archives nationales

Gard

Versement 3 S¹³⁶

Préfecture du Gard

Sommaire

4 S 1-43

Fonds de la préfecture an II-1942

Littoral, phares et fanaux, port d'Aigues-Mortes, port du Grau-du-Roi

Fonds de l'ingénieur en chef 1851-1930

Port d'Aigues-Mortes

Métrage linéaire: 3, 63

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

¹³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-lutte-contre-la-pollution-marine-1963-1979>

¹³⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-maritime-du-Gard-littoral-phare-ports-an>

***Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la
nature en Méditerranée***

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Acteurs privés

National

Antoine Serge, haut fonctionnaire

Référence

20080615¹³⁷

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Fonds Serge Antoine, haut fonctionnaire du ministère de l'environnement.

Dates extrêmes

1949-2005

Noms des principaux producteurs

Serge Antoine

Importance matérielle

427 boîtes, 144 cartons, 42 ml.

Langue des documents

Français

Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine.

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

¹³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Serge-Antoine-Amenagement-du-territoire>

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Don

Historique du producteur

Quelques jalons dans la carrière de Serge Antoine

- De 1954 à 1970, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral
- En 1976, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.
- En 1971 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine y occupe diverses positions
- notamment chef de la mission des études et de la recherche (1978-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) - qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire.
- Il crée, en 1971, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, conservées aux Archives départementales du Doubs, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir.
- La création par Serge Antoine, en 1978, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association internationale et de la revue « Futuribles », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.
- Serge Antoine participe aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, de Stockholm (1972) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002), où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire.
- Serge Antoine est en grande partie à l'origine du Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE) en faveur de la **Méditerranée**. Il devient vice-président de ce plan d'action pour la Méditerranée, dit « **Plan Bleu** ». La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.¹³⁸

- Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sont les thèmes de réflexion et d'action débattus aux sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996). Serge Antoine qui participe à ces conférences contribue à la formation de la Fédération mondiale des cités unies (FMCU).
- Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...
- Serge Antoine s'engage personnellement dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.
- En 1992 Serge Antoine participe au sommet de Rio, en tant que conseiller spécial de la France.
- Il est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.
- Il encourage les initiatives de coopération culturelle par la création d'un réseau de bibliothèques de la Méditerranée, l'organisation de colloques, de forums. Il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisés par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).

- Décès en mars 2006.

Bernard Vuillet

Archiviste au ministère, 2008

Présentation du contenu

Serge Antoine, décédé en mars 2006, a consacré toute sa carrière de haut fonctionnaire à la cause de l'environnement. Son épouse et fidèle collaboratrice, consciente de l'importance de la documentation et des dossiers constitués, décide

¹³⁸ Art 180-366 : *Protection de la Méditerranée, 1950-2005*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

de les donner au ministère de l'Écologie pour les mettre pleinement à la disposition des chercheurs et du public.

Ces archives, représentant 42 mètres linéaires, sont d'une richesse exceptionnelle : elles reflètent toute l'activité et la réflexion de Serge Antoine qui a tenu des postes de haute responsabilité dans l'administration française et dans les instances internationales.

De 1954 à 1970, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral. Les dossiers conservés retracent les débats et les aspects du remodelage administratif de la France.

Précurseur et homme de convictions, Serge Antoine déploie une énergie inlassable. En 1976, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.

En 1971 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine, qui a œuvré à sa création, y occupe diverses positions – notamment chef de la mission des études et de la recherche (1978-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) – qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire. Fort de ses relations avec les cabinets ministériels, avec les responsables politiques, il se bat pour faire admettre les exigences écologiques. Il participe aux groupes de réflexion, tels que « prospective et environnement » ou « environnement et aménagement du territoire », multiplie les interventions dans les colloques, écrit des articles dans les revues spécialisées qu'on retrouve dans le fonds d'archives. Les dossiers montrent aussi comment, des préoccupations environnementales, la pensée de Serge Antoine s'élargit à la protection du patrimoine culturel et s'intéresse même à l'aménagement du temps et des loisirs.

Très tôt, Serge Antoine envisage les problèmes à l'aune de l'international. Pour l'aménagement du territoire, par exemple, sa réflexion s'étend d'emblée à l'horizon européen. Passionné de prospective et ouvert à la coopération internationale, il crée, en 1971, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, classées à part du fonds Serge Antoine, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir auxquels participent des experts venus d'Europe et d'ailleurs.

La création par Serge Antoine, en 1978, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association internationale et de la revue « Futuribles », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

La dimension internationale, Serge Antoine va pleinement la mettre en pratique en participant aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, ces sommets mondiaux, de Stockholm (1972) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002) où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire. A travers ces dossiers réunis par un témoin et acteur de premier plan, on peut suivre les préparatifs à ces forums, puis leur déroulement et les orientations prises.

C'est à la conférence de Stockholm en 1972 que Serge Antoine commence à évoquer l'intérêt d'une coopération multilatérale pour la préservation de la Méditerranée. Il est en grande partie à l'origine de l'initiative prise par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en faveur de la Méditerranée, initiative qui conduit au rapprochement des États riverains signataires des accords de Barcelone (1975). Serge Antoine est considéré à juste titre comme le « père du Plan Bleu », ce Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) qui ne s'attache pas seulement à lutter contre les sources de pollution, mais entend établir un développement intégré et une gestion attentive des ressources à l'échelle du bassin. Le Plan Bleu, dont Serge Antoine est l'organisateur et le fervent ambassadeur auprès des autorités politiques comme auprès de la communauté scientifique, tant en France qu'en Europe et dans tout le monde méditerranéen, occupe la plus grande part de ce fonds d'archives. La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.

A l'immensité de la tâche correspondent la diversité et la technicité des dossiers que Serge Antoine a patiemment étudiés, annotés, complétés. Aux côtés des textes officiels, des rapports publiés et des communications, l'historien a la chance de trouver, dans ce gisement documentaire, les notes préparatoires, les échanges, les projets qui éclairent sur le travail en profondeur effectué en amont des déclarations solennelles et des rencontres diplomatiques.

Pour s'investir dans tant de projets à la fois et gérer cette masse d'informations, Serge Antoine, distingue les domaines d'intervention tels que la protection du littoral, l'état de la pollution marine, la gestion des ressources en eau, l'évolution de l'agriculture et de la forêt méditerranéenne, le changement climatique... Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sur le pourtour de la Méditerranée figurent parmi les principaux thèmes de réflexion et d'action. « Le fait urbain, déclare Serge Antoine, est pour moi au cœur de la problématique des sociétés contemporaines. Cela m'est apparu à maintes reprises et, en particulier, lors de la conférence de Vancouver en 1976 sur l'habitat et les établissements humains. » Les sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996), montrent bien que la pensée

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

du visionnaire s'applique au-delà du bassin méditerranéen. Serge Antoine contribue à la formation de la Fédération mondiale des Cités unies (FMCU).

En tant que vice-président du Plan Bleu, il entretient des relations avec les instances internationales (UNESCO, OCDE...) et les représentants des gouvernements, dont les dossiers se font l'écho. Relations avec les bailleurs de fonds que sont la Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale, avec la Commission européenne dans le cadre du programme Euro-Méditerranée qui institue un partenariat entre les deux rives de la Méditerranée. Contacts également avec les Organisations non gouvernementales associées aux travaux du Plan Bleu, avec les organismes liés à la protection et au développement de la Méditerranée comme l'Institut méditerranéen de l'eau (IME), Environnement, développement et action (ENDA), ou encore le Mediterranean Aspen Institute.

Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...

Pour Serge Antoine, le travail pour la protection et le développement de la Méditerranée se traduit aussi par un engagement personnel dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.

Toujours à l'avant-garde des idées, il fait siens le concept d'écodéveloppement formulé par Ignacy Sachs (professeur à l'École des hautes études en sciences sociales) vers 1974, et la notion de développement durable officialisée par le rapport Brundtland en 1987. Désormais, comme le montrent ses dossiers, s'impose une stratégie d'écodéveloppement et de développement durable qu'il tend à mettre en œuvre avec ses partenaires méditerranéens.

En 1992, le sommet de Rio, auquel Serge Antoine participe en tant que conseiller spécial de la France, nourrit sa réflexion et donne un nouveau dynamisme au Plan Bleu. Serge Antoine est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.

Comme le prouvent ses interventions et écrits, il a depuis longtemps une conception globale du développement. Il ne considère pas l'environnement comme un domaine, mais associe sa protection au développement économique et social et au respect des pratiques culturelles.

Dès son entrée au ministère, cet homme de dialogue et d'ouverture agit pour instaurer une éducation à l'environnement ainsi que pour une meilleure connaissance réciproque entre les cultures. Il encourage les initiatives de

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

coopération culturelle (création d'un réseau de librairies de la Méditerranée, organisation de colloques, de forums), il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisées par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).

Au terme de cette fructueuse carrière consacrée à la protection et à la mise en valeur de l'environnement, les archives laissées par Serge Antoine revêtent un caractère exceptionnel. Les dossiers permettent de suivre les étapes de la réflexion d'un précurseur, les engagements et les actions d'une personnalité influente, pendant près d'un demi-siècle où l'écologie s'est peu à peu imposée comme le principal enjeu de notre survie. Par ses hautes fonctions, par ses relations avec le monde scientifique, politique et associatif, et surtout par l'envergure de sa pensée, il nous conduit au cœur de décisions qui engagent notre avenir.

L'entrée des archives de Serge Antoine aux Archives nationales s'inscrit dans la continuité de l'œuvre du militant et pédagogue qui déclarait : « je suis le père du Plan Bleu, mais nous en sommes tous propriétaires ».

Bernard Vuillet, archiviste au ministère, 2008

Alpes-Maritimes

Aubert Maurice, professeur

Versement 233J 1-2¹³⁹

Fonds du professeur Maurice Aubert

Présentation du contenu

Docteur en médecine à la Faculté de Lyon, Docteur de l'université de Marseille en sciences naturelles, Maurice Aubert se consacre à l'étude des relations entre le milieu marin et l'Homme et ouvre ainsi la voie à un nouvel ordre de recherche : l'Océanographie médicale.

Sur son initiative est fondé en 1960, avec le concours de l'INSER et de la ville de Nice, le Centre d'études et de recherche de biologie et d'océanographie médicale, le CERBOM. dont il a assuré la direction jusqu'en 1992. À la cessation d'activité de cet organisme en 1996, il fonde à Cagnes-sur-Mer l'Université Internationale de la mer , l'UIM dont il est élu président. Cet organisme qui poursuit l'activité du CERBOM prépare les étudiants à divers métiers de la mer tels que l'océanographie, la biologie marine, l'aquaculture etc... et réalise des recherches scientifiques en partenariat avec les institutions publiques et privées.

Les travaux de Maurice Aubert ont porté sur la microbiologie marine, l'eutrophisation, la distribution et l'impact des métaux lourds en milieu marin, la modélisation de la diffusion des micro-organismes en mer, la découverte des antibiotiques issus du phytoplancton ainsi que celle des médiateurs chimiques qui règlent les équilibres inter-espèces océaniques.

Chef de mission scientifique et capitaine du navire océanographique du CERBOM il a conduit de nombreuses campagnes de recherche dans l'ensemble de la Mer Méditerranée, en Mer Noire, en Atlantique et en Mer du Nord.

L'ensemble de ses travaux a fait l'objet de deux cent cinquante trois publications scientifiques.

Le fonds documentaire déposé par le professeur Maurice Aubert se compose de publications sur des travaux de recherche scientifique réalisés par le déposant et ses collaborateurs sous l'égide du CERBOM puis de l'UIM.

Note : base Archives privées

Historique du producteur

Professeur Maurice, fondateur du CERBOM et l'UIM.

Modalités d'entrée

Don

¹³⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-du-professeur-Maurice-Aubert>

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Autre(s) instrument(s) de recherche

Base de données Internet des Archives départementales

<http://www.basesdocumentaires-cg06.fr/os-html/apri/home.html>

Description physique

0.30 ml

Lieu de conservation

Archives départementales des Alpes-Maritimes

Versement 201J 1-9¹⁴⁰

Fonds du professeur Maurice Aubert

Présentation du contenu

Ce dépôt fait suite au fonds du professeur Maurice Aubert conservé sous la cote 201J. Comportant 2 articles il vient donc en complément du premier dépôt et se compose de publications sur des travaux de recherche scientifique réalisés par le déposant et ses collaborateurs sous l'égide du C.E.R.B.O.M. puis de l'I.U.I.M.

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

¹⁴⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-du-professeur-Maurice-Aubert-depot>

Corse

Binet Eric, haut fonctionnaire

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds numérique : entretien d'Eric Binet, personnalité de la protection de la nature et de l'environnement

Dates extrêmes

12 avril 2024



Extrait de l'entretien 55 mn

Noms des principaux producteurs

Association pour la protection de la nature et de l'environnement

Historique de l'association

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) a été créée en 2011. Elle a pour objet :

de rassembler et faire connaître les travaux existant en France et à l'étranger sur . l'histoire de la protection de la nature, des sites et des paysages ; . l'histoire de l'écologie, de l'environnement et du développement durable ;

d'encourager de nouveaux travaux sur ces thèmes ;

de susciter des recherches, des études, des bibliographies et des guides de sources et fonds documentaires, les publier et assurer leur promotion et leur accès auprès du public ;

d'organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine ;

de promouvoir et aider à la coordination des efforts des institutions, des personnes physiques et morales qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine ;

de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire ;

de nouer et entretenir avec des institutions publiques et privées, des associations, y compris étrangères, qui poursuivent des objectifs semblables, des relations visant à développer des synergies dans ce domaine.

Biographie du témoin

Délégué régional à l'architecture et à l'environnement (DRAE) en Corse 1989 à 1991. Directeur de l'environnement de Languedoc-Roussillon 1992-1997 puis des Pays de la Loire jusqu'en 2003. Voir Curriculum vitae¹⁴¹

Importance matérielle

80 Mo

Durée

2h45 mn

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L.213-1 à L.213-7. Voir contrat de confidentialité

Conditions de réutilisation

Non librement réutilisable.

Modalités d'entrée

Don

Accroissement

Fonds ouvert

Présentation du contenu

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, et les différents postes à caractère environnemental du témoin dont celui de DRAE de Corse. Ce fonds comporte, en format numérique¹⁴², l'entretien sonore, le contrat de condition de communicabilité, un curriculum vitae, une fiche analytique, une fiche chrono-thématique et la grille d'entretien

Contact Archives nationales deata.an@culture.gouv.fr

¹⁴¹ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-personnalite-de-la>

¹⁴² Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-personnalite-de-la>

Leenhardt Michel, directeur-fondateur du parc naturel régional de Corse

Dates d'existence

1942-2023

Biographie

Ingénieur des eaux et forêts, Michel effectue un stage d'ingénieurs français dans les parcs nationaux américains et devient le premier directeur du Parc naturel régional (PNR) de Corse en 1972. Il le restera jusqu'en 1998 avec à son actif, l'impulsion d'une politique de protection du patrimoine naturel dans l'île de beauté dont la création de la réserve naturelle de Scandola en 1975, première réserve naturelle de Corse à la fois terrestre et marine.

En 1982, Michel est naturellement présent à l'AG constitutive de la « Conférence permanente des réserves naturelles (CPRN) » à Paris, dans les locaux de l'Inspection générale de l'environnement, assemblée qui réunit 30 réserves naturelles. Lors de cette réunion historique, Michel est élu premier président de la CPRN, devenue un peu plus tard Réserves naturelles de France. Il effectuera d'ailleurs un deuxième mandat de président de RNF de 1988 à 1991 et renforcera durablement les liens entre le ministère de l'environnement et le réseau des réserves naturelles qui s'étoffe.

Michel est de tous les réseaux de la protection de la nature. En 2012, président de l'Association des amis du PNR de Corse, il transforme cette association en Conservatoire d'espaces naturels de Corse.

Sources Portail Réserves naturelles

Présentation du contenu

Président de l'Association des amis du parc naturel régional de Corse (AAPNRC)

Synthèses, rapports

1974-2018

0,5 ml

Fédération des parcs

Synthèses, rapports de mission à l'étranger

1976-1979

0,5 ml

Directeur du Parc naturel régional de Corse

Synthèses, rapports, correspondance

1960-1980

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

0,8 ml

Don aux Archives départementales. En cours de procédure

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Communicabilité : non communicable. En cours de classement

Hérault

Le Guillou Madeleine, présidente d'association

Cote 144J 1-18¹⁴³

Dates extrêmes

1985-2006

Nom du producteur

Madeleine Le Guillou

Présentation du producteur

Madeleine Le Guillou est fondatrice et présidente de l'association Sauvegarde de l'étang des mouettes et de l'environnement au milieu des années 1980. Elle fonde en 1997, et préside depuis cette date, l'Association frontignanaise de défense des contribuables.

L'association 'Sauvegarde de l'étang des mouettes et de l'environnement' a été créée en réaction à un projet d'urbanisation (création de 2500 logements et d'une marina) sur l'étang des Mouettes à Frontignan. L'association s'est opposée par des manifestations, des actions en justice, durant 6 ans jusqu'à obtenir la protection de la zone naturelle et son achat par le conservatoire du littoral. Après cette victoire, l'association change de nom et prend la dénomination d'association 'Frontignan-La Peyrade environnement'. Elle s'intéresse désormais à la protection de l'environnement dans la zone Frontignan-Sète et mène plusieurs actions contre un projet de décharge d'ordures à Frontignan, contre l'installation de grandes surfaces commerciales sur le littoral (espace protégé), contre la non-conformité de l'usine d'incinération d'ordures de Sète...

Historique de la conservation

Archives conservées chez Madeleine Le Guillou jusqu'à leur don aux Archives départementales de l'Hérault.

Présentation du contenu

Le fonds est essentiellement composé de dossiers de presse, mémoires et rapports, pièces de procédure et photographies relatives aux causes environnementales défendues par les deux associations présidées par Madeleine Le Guillou.

Le premier thème concerne le port de Sète et notamment le port de commerce, le port de pêche et les installations portuaires (144 J 1-4).

¹⁴³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Madeleine-Le-Guillou-1985-2006>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Le second thème concerne la zone portuaire de Sète-Frontignan et notamment l'extension du port de pêche de Frontignan ainsi que ses équipements annexes (144 J 5-6).

Le dernier thème concerne la protection de l'étang de Thau et des activités conchyliques (144 J 7-8).

Modalités d'accès

Conditions d'accès immédiate sauf pour les pièces judiciaires (100 ans).

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

Var

Galup, ingénieur

Versement 26 J¹⁴⁴

Fonds "Galup", 1955-1979

Ingénieur responsable de la conception du barrage de la Verne (Var)

Sommaire

Fonds du syndicat intercommunal de la corniche des Maures

26J 1-15 : barrage de la Verne : correspondance, études et projets, 1955-1979

Métrage linéaire : 1 ;50

Conditions d'accès : Communication soumise pendant 50 ans à l'autorisation de Mme Galup ou de ses ayant-droits, soit jusqu'en 2029

Lieu de conservation : Archives départementales du Var

¹⁴⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Galup-1955-1979>

Rastègue Max, mineur

Intitulé

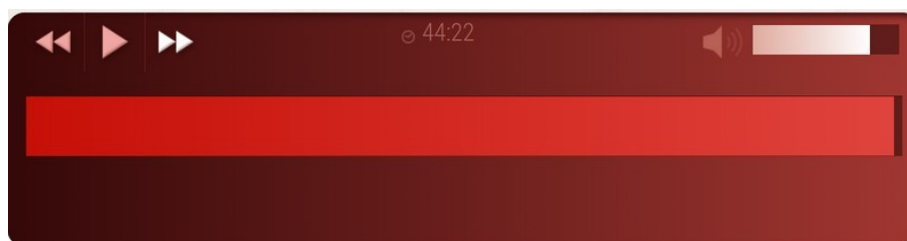
Entretien d'un mineur à Mazaugues et à La Celle dans les années 70-80

Date

27 janvier 2003

Biographie du témoin

Né le 14 décembre 1947, Max Rastègue fut mineur dans les années 70-80 dans des mines manuelles. Il a fait des sondages pour trouver la bauxite. Il a également conduit des machines et extrait le minerai dans les galeries. Il a été employé par la société Bauxite de France qui a changé de nom pour devenir S.F.I.A. puis AluSuisse. Monsieur Rastègue a travaillé dans la mine de Tourves sur la commune de Mazaugues et à la mine de Saint-Julien sur la commune de La Celle. Il a connu la fermeture de la mine de Saint-Julien.



Cliquer sur l'image pour écouter l'entretien

[Lien direct site Internet des Archives départementales](#)

Durée

44mn

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales du Var

Ressource(s) associée(s) à ce témoignage

[Mineur à Mazaugues et à La Celle dès 1933 \(Mazaugues \(Var, France\)\)](#)

[Mineur à Mazaugues dès 1951 \(Mazaugues \(Var, France\)\)](#)

[Ingénieur minier dans le bassin brignolais, de 1960 à 1985 \(La Celle \(Var, France\)\)](#)

Sejalon Michel, ingénieur minier

Intitulé

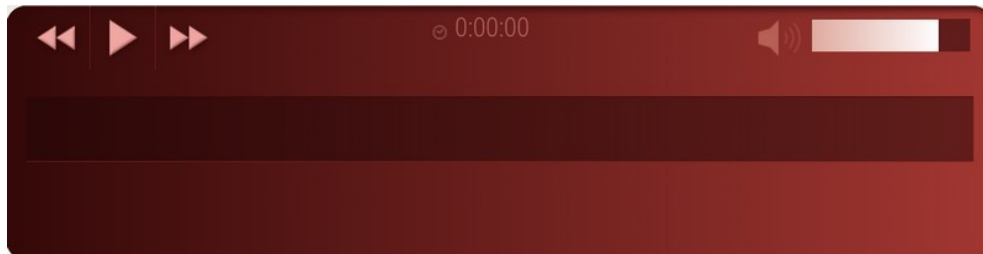
Entretien d'un ingénieur minier dans le bassin brignolais de 1960 à 1985

Date

21 janvier 2003

Biographie du témoin

Michel Sejalon a travaillé comme ingénieur pour la société Pechiney dans plusieurs mines. Il nous donne des explications techniques de l'exploitation de la bauxite à Brignoles et ses alentours. Il évoque les zones géologiques et géographiques privilégiées ainsi que le choix des sites miniers. Il nomme l'ensemble des patrons, des ingénieurs et des sociétés, qu'il a pu connaître de 1960 à 1985. Il cite également les noms des différentes mines.



Cliquer sur l'image pour écouter l'entretien

[Lien direct des Archives départementales](#)

Durée

3h20mn

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales du Var

Ressource(s) associée(s) à ce témoignage

[Mineur à Mazaugues et à La Celle dès 1933 \(La Celle \(Var, France\)\)](#)

[Mineur à Mazaugues et à La Celle dans les années 70-80 \(La Celle \(Var, France\)\)](#)

[Mineur à Mazaugues dès 1951 \(Mazaugues \(Var, France\)\)](#)

Associations

National

Société nationale de protection de la nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société nationale de protection de la nature

1.3 Autres formes du nom

SNPN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1854 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Une société d'acclimatation.

La Société impériale zoologique d'acclimatation a été fondée en 1854 par Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, professeur au Muséum national d'Histoire naturelle, titulaire de la chaire de zoologie des mammifères et des oiseaux. Elle se proposait alors de concourir à l'introduction, à l'acclimatation et à la domestication des espèces d'animaux utiles ou d'ornement, au perfectionnement et à la multiplication des races nouvellement introduites ou domestiquées et se donnait pour seul objectif de

« ... peupler nos champs, nos forêts, nos rivières, d'hôtes nouveaux ; d'augmenter le nombre de nos animaux domestiques, cette richesse première du cultivateur ; d'accroître et de varier les ressources alimentaires, si insuffisantes, dont nous disposons aujourd'hui ; de créer d'autres produits économiques ou industriels ; et, par là même, de doter notre agriculture, si longtemps languissante, notre industrie, notre commerce et la société tout entière de biens jusqu'à présent inconnus ou négligés, non moins précieux un jour que ceux dont les générations antérieures nous ont légué le bienfait » (Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, Bull. SZA, 20 janvier 1854).

Aux yeux de l'homme du XIX^e siècle, la nature constituait un capital inépuisable dont il était nécessaire de mettre en œuvre les ressources.

Ainsi durant ses premières années d'existence, la Société chercha à introduire le yack ou la chèvre angora dans les élevages français, à améliorer l'élevage du ver à soie, à populariser la consommation de la viande de cheval, du riz, de l'igname,... avec un succès des plus mitigé. Pour cela il lui fallait un lieu pour recevoir les animaux et les plantes amenés de l'étranger et que l'on se proposait d'acclimater ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

des soins pour les conserver ; un laboratoire pour les expérimentations... Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, après avoir dirigé la Ménagerie zoologique du Muséum, avait reconnu la nécessité de former un Jardin zoologique d'acclimatation. Forte du soutien de l'empereur Napoléon III et des élites de l'époque, la Société impériale zoologique inaugure en 1860 le Jardin d'acclimatation du Bois de Boulogne.

Le constat précoce de la destruction de la nature par l'homme

Mais, dès l'origine, cette société savante s'inquiète également des destructions causées par l'homme. De plus, les préoccupations qui avaient présidé à sa fondation, sous l'influence même des naturalistes, savants et amateurs, qui l'animaient, se sont modifiées en même temps que progressait la connaissance de la nature et que la civilisation industrielle et technique étendait son emprise. Les naturalistes constatent en effet que le « progrès » met à mal de nombreuses espèces sauvages et en conduit certaines jusqu'à l'extinction tout en faisant peser sur les ressources naturelles le risque de la surexploitation. Ainsi de plus en plus de voix s'élèvent pour demander la protection des animaux dits « utiles » (et notamment des oiseaux insectivores), l'arrêt de la destruction des forêts (y compris dans les colonies), une exploitation des ressources plus mesurée et rationnelle (pêche, chasse, bois, mines,...), la fin de la notion de « nuisible ».

Des combats pionniers

Progressivement, sous l'influence notamment de figures marquantes, la Société d'acclimatation délaisse puis abandonne son projet initial pour se consacrer à la cause de la protection de la nature qu'elle envisage d'un point de vue scientifique. Les combats et les réalisations sont nombreux (voir « La SNPN en dates ») :

élaboration de la Convention internationale pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture (1902),

protection du castor du Rhône (1909),

fondation de la LPO et de la réserve des Sept-Îles (1912),

création des réserves de Camargue (1927), de Néouvielle (1935), du Lauzanier (1936),

organisation des deux premiers Congrès internationaux de protection de la nature (1923, 1931),

lutte contre le commerce des plumes d'oiseaux,

repeuplement des cours d'eaux français en poissons, aménagement des barrages et autres seuils pour permettre leur franchissement par les migrateurs,

sauvegarde de l'éléphant d'Afrique et plus largement de la grande faune,

soutien aux projets de parcs nationaux,...

Vers la SNPN

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Forte de cet héritage qui en fait la mère de la protection de la nature en France, la Société d'acclimatation décide en 1960 de changer son nom en **Société nationale de protection de la nature** et, tout au long du XX^e et du XXI^e siècles, elle poursuit son action avec constance :

soutien à la création des parcs nationaux à qui elle confie la gestion de ses réserves du Lauzanier (Parc du Mercantour) et du Néouvielle (Parc des Pyrénées) ;

première campagne publique pour la protection de la nature (1961)

campagne Vanoise (1969-1971) ;

gestion et défense de la réserve de Camargue ;

gestion de la réserve de Grand-Lieu depuis 1985 ;

opération « Message à la mer »

campagne pour le droit de gîte (1977)

participation à la fondation et aux travaux de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ;

initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement ;

campagne « Amnistie pour les éléphants »

Sources <http://www.sn timer.com>

2.3. Lieu

Siège social : 9 rue Cels, 75014 Paris

Adresse postale actuelle : 44 rue d'Alésia 75014 Paris

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

La protection des zones humides

La SNPN a participé à la création de la convention de Ramsar de 1971 sur les zones humides et assure aujourd'hui sa politique de sensibilisation. L'action de la SNPN en faveur de ces milieux remarquables est quotidienne : elle gère deux réserves nationales en zones humides et œuvre, depuis 2007, à la préservation des milieux humides d'Île-de-France. Enfin, elle coordonne et anime le laboratoire d'idées « Zones humides » qui émet des avis et fait des propositions pour la préservation de ces milieux.

La protection des espèces et des milieux menacés

Les actions que la SNPN effectue pour la sauvegarde de la biodiversité s'inscrivent dans la durée : participation à des campagnes pour la protection des grands mammifères, préservation d'habitats menacés et restauration des milieux dégradés, sensibilisation des citoyens à la nature de proximité.

L'éducation, la sensibilisation

À travers ses actions d'animation, ses sorties éducatives et son réseau d'adhérents, la SNPN contribue à une meilleure connaissance de la nature et à son respect. Envie de sorties ou d'animations nature ?

Sources <http://www.snpn.com>

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

Initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement

3.2. Type de relations

Affiliation

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association Histoire de la protection de la nature et l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

mai 2021

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.5 Sources

<http://www.snpn.com>

Présentation du contenu :

Fonds d'archives versés aux Archives nationales

Activités de la Société nationale de la protection de la nature, 1835-2018

Versement 232AS¹⁴⁵

Cotes : 232AS/18-232AS/26

1926-2010

Réserve naturelle de la **Camargue**

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de la SNPN situés au siège de l'association ont été inventoriés par Rémi Luglia et l'équipe de la SNPN

Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE).

Mode de classement

Le plan de classement du fonds correspond à l'inventaire.

Accroissement

Les dossiers concernant le « projet Life Lac Grand Lieu », le Bureau MAR ainsi que les dossiers de l'ancien directeur scientifique de la SNPN Michel Brosselin concernent le 2ème don aux Archives nationales de la SNPN .

Bureau MAR. En réaction à l'assèchement et au drainage des zones humides qui inquiètent et mobilisent les défenseurs de la nature et de la sauvagine, le Bureau MAR (pour la racine commune aux mots désignant les MARécages en français, MARshes en anglais, MARismas en espagnol et MARemma en italien) est créé en 1962, à l'instigation de Luc Hoffmann (1923-2016), dans le cadre de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). En France, son action est animée par Michel Brosselin (1936-1980) puis par la Société nationale de protection de la nature (SNPN) quand celui-ci en devient le directeur scientifique en 1970. Relayé dans plusieurs pays, conjugué à celle d'organisations cynégétiques, le lobbying du bureau MAR aboutira à l'élaboration et à la signature en 1971, dans la ville iranienne de Ramsar, de la convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau.

Présentation du contenu

Ce fonds concerne les dossiers de création, les PV d'assemblée générale, les comptes rendus des comités directeurs et scientifiques, les dossiers concernant les zones humides, les espèces, les réserves naturelles de la **Camargue**, de Grand-Lieu ainsi que les actions d'éducation à l'environnement.

Modalités d'entrée

Don

¹⁴⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Activites-de-la-Societe-nationale-de-la>

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine. Trois articles sont soumis à l'autorisation de la SNPN. 20210530/11, 20210530/37 et 20210530/38 : 75 ans à compter de la date du document plus récent.

Description physique

56 boîtes d'archives, 5,60 ml

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Aude

Les Amis de la nature et des sites de l'Aude

Versement 76 J 1-12¹⁴⁶

Fonds de l'Association "Les Amis de la nature et des sites de l'Aude"

1966 - 1998

Présentation du contenu

Documentation, correspondance, comptabilité, etc.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Accès libre

Conditions d'utilisation

Reproduction libre

Autre(s) instrument(s) de recherche

Fonds de l'Association "Les Amis de la nature et des sites de l'Aude" (sous-série 76 J). Répertoire numérique, par Geneviève Rauzy. Carcassonne, Archives départementales de l'Aude, 1999, 3 p. dactylographiées

Description physique

0,30 ml

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Aude

¹⁴⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-de-l-Association-Les-Amis-de-la-Nature-et-des-Sites-de-l-Aude>

Bouches-du-Rhône

Réserve naturelle nationale de Camargue¹⁴⁷

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Réserve naturelle nationale de Camargue

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1927– aujourd'hui

2.2 Histoire

Société nationale de protection de la nature

Réserve naturelle nationale de Camargue

Créée en 1927 et classée en réserve naturelle nationale en 1975, la Réserve Camargue couvre 13 200 ha au cœur de la Camargue. Son vaste territoire d'un seul tenant, situé sur les communes des Saintes-Maries-de-la-Mer et d'Arles (Bouches-du-Rhône), bénéficie d'une protection intégrale.

L'originalité et l'intérêt patrimonial international de la Réserve naturelle nationale de Camargue réside dans la diversité de ses habitats et des espèces qui les occupent (en particulier les 283 espèces d'oiseaux dont 269 d'intérêt patrimonial) sur un espace vaste et non morcelé, ainsi que dans son fonctionnement écologique.

Sources <http://www.snnpn.com>

2.3 Lieux

Salin de Badon, 13200 Arles

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Les trois missions principales de la SNPN sur la Réserve naturelle nationale de Camargue sont de protéger la nature, en favorisant l'expression de la faune et de la flore, de la gérer, par le biais de suivis scientifiques, et de faire découvrir cette nature exceptionnelle grâce à des sites d'accueil permanents.

¹⁴⁷ *Inventaire d'archives* <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Reserve-naturelle-nationale-de-Camargue>

Protéger la nature

La SNPN a participé à la création de la convention de Ramsar de 1971 sur les zones humides et assure aujourd'hui sa politique de sensibilisation. L'action de la SNPN en faveur de ces milieux remarquables est quotidienne : elle gère deux réserves nationales en zones humides et œuvre, depuis 2007, à la préservation des milieux humides d'Île-de-France. Enfin, elle coordonne et anime le laboratoire d'idées « Zones humides » qui émet des avis et fait des propositions pour la préservation de ces milieux.

Une protection réglementaire

Créée en 1927 sous le nom de « Réserve zoologique et botanique de Camargue », la Réserve naturelle nationale de Camargue a été officiellement classée en Réserve naturelle le 24 avril 1975 par arrêté ministériel.

Une réglementation stricte est appliquée sur le site, qui se doit d'être respectée par ses usagers et qui est définie dans l'arrêté de création de la Réserve.

Cet arrêté définit la protection de la nature comme mission prioritaire, en fixant les modalités de son application.

La gestion actuelle vise à favoriser l'expression de toutes les communautés animales et végétales qui se succèdent au cours des saisons et des années dans un contexte de forte irrégularité climatique.

Une tâche délicate dans un delta très artificialisé, endigué et dominé par les activités économiques.

C'est pourquoi la Réserve naturelle nationale de Camargue possède une protection intégrale.

Autres mesures de protection

Au-delà du classement en Réserve naturelle, d'autres mesures de protection concernent également le site de la Réserve naturelle nationale de Camargue : Site classé (1942), Site inscrit (1963), Diplôme du Conseil de l'Europe (1966), Réserve de Biosphère « MAB » Gestion de la réserve

Le plan de gestion

Depuis 1991, la gestion de la Réserve naturelle nationale de Camargue est définie par un plan de gestion définissant les objectifs et actions à mener sur une période de cinq ans. Le plan de gestion des réserves naturelles est structuré de la manière suivante :

Un diagnostic du site : administration, environnement, patrimoine naturel, cadre socio-économique et culturel, histoire, pédagogie et définition d'enjeux de conservation;

La gestion du site : objectifs à long terme, objectifs du plan, opérations et programmation du plan de travail;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Une évaluation du plan de gestion écoulé : évaluation annuelle du plan de travail et évaluation quinquennale du plan de gestion.

Pour consulter le plan de gestion actuel, rendez-vous dans la Documentation.

L'équipe gestionnaire

Composée de douze personnes, l'équipe de la réserve se partage différentes tâches liées à la gestion de son vaste territoire protégé :

la protection du territoire (surveillance, entretien...) assurée par un garde-technicien, qui participe aussi aux opérations de suivi, et des chargés de mission;

le suivi scientifique (dénombrements, échantillonnages, traitement des données...) assuré par des chargés de mission scientifique et chargés d'étude

l'accueil du public et l'animation assurés par des hôtesses d'accueil, une responsable de pôle et une équipe de bénévoles de la SNPN;

la partie administrative assurée par un directeur(gestion du personnel, communication, représentation...) et une assistante administrative et financière (comptabilité, gestion de l'accueil...).

La méditation territoriale et scientifique assurée par une personne sous l'autorité de la direction

Les suivis scientifiques

La gestion de la Réserve s'appuie sur une longue tradition de suivis scientifiques, véritables mémoires des lieux. Il s'agit de suivre en permanence de nombreux paramètres : météo, niveaux d'eau, salinité, végétation, inventaire des insectes, reptiles et amphibiens, nombre d'oiseaux, de poissons et de lapins, etc.

Toute valeur exceptionnelle prise par l'un des paramètres est rapidement analysée afin d'en comprendre la variation et de permettre une intervention éventuelle.

Les données scientifiques collectées sont intégrées dans nos bases de données et peuvent également être localisées géographiquement, permettant la production de cartes diverses (thématiques, évolutives ou interprétatives).

Ces cartes constituent un outil d'aide aux décisions de gestion de la Réserve et un support de communication utile vis-à-vis des partenaires institutionnels.

Chaque année, les différents suivis et études effectués sur le territoire de la Réserve font l'objet d'un compte-rendu présenté au Conseil scientifique.

Depuis 2021, la Réserve publie une newsletter pour communiquer sur ses actualités scientifiques. Vous pouvez vous y abonner [ici](#).

Ces actions sont menées à bien en étroite collaboration avec les organismes de recherche et de gestion en Camargue. Deux Conseils de la Réserve encadrent ce travail de terrain : le Conseil de direction et le Conseil scientifique.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Les conseils de la réserve

Le Conseil de direction est présidé par le Préfet des Bouches-du-Rhône. Il comprend des membres de droit et des membres nommés pour une durée de trois ans.

Il est consulté :

sur les conditions d'application de la réglementation de la Réserve;

sur l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion de la Réserve;

ainsi que sur le programme d'information et d'éducation du public.

Le Conseil scientifique est présidé par le Professeur François RAMADE, Président honoraire de la Société Française d'Écologie et de la SNPN, et comprend 15 membres nommés pour une durée de cinq ans.

Il est chargé :

de formuler un avis sur toutes les mesures intéressant la gestion et l'aménagement de la Réserve;

d'inciter, de coordonner les études et recherches scientifiques exécutées à l'intérieur de la Réserve ou intéressant directement celle-ci et de rechercher les moyens financiers correspondants;

de proposer des modifications éventuelles de la réglementation de la Réserve.

La gestion d'autres sites naturels en Camargue

La SNPN gère également d'autres sites naturels en Camargue, comme les Étangs et Marais des Salins de Camargue (EMSC) ou les cabanes de Romieu, seule ou en co-gestion.

Elle participe notamment à la rédaction du plan de gestion du site et à la concertation mis en place avec les acteurs du territoire dans ce cadre en partenariat avec le CPIE Rhône-Pays d'Arles.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site internet Concertation sur les Étangs et Marais des Salins de Camargue.

L'éducation, la sensibilisation

Vitrine exemplaire de la nature en Camargue, la Réserve naturelle nationale de Camargue se visite en toutes saisons. Elle offre sur une partie importante de son territoire de nombreuses possibilités d'accueil et de balades. Des sorties guidées et des chantiers natures sont également proposées.

Sentiers nature...

Plusieurs sentiers nature jalonnent la Réserve naturelle nationale de Camargue, répartis en trois lieux principaux : la Capelière, la Digue à la mer et la plage.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Au total, ce sont plusieurs dizaines de kilomètres de chemins divers ouverts au public.

Découvrir !

... à la Capelière

La Capelière est le centre d'information sur la nature de la Réserve naturelle nationale de Camargue qui a ouvert en 1979. Vous y trouverez tous les renseignements nécessaires à votre séjour. C'est également le centre administratif de la Réserve.

Le mas de la Capelière est un ancien mas camarguais entouré de marais au bord du Vaccarès.

Sur place, vous pourrez parcourir le sentier nature d'1,5 km qui présente les différents paysages que l'on rencontre en Camargue : marais, forêt, pelouse, sansouire et roselière. Tout au long du sentier, des observatoires et plateformes d'observation vous permettront de contempler discrètement la faune environnante. Une aire de pique-nique est également aménagée pour profiter d'une pause ombragée ou pour déjeuner entouré du chant des oiseaux.

... sur la Digue à la mer et la plage

Construite au 19ème siècle pour isoler le delta du Rhône de l'influence de la mer, la digue à la mer permet l'accès à 20 km de sentiers pédestres et cyclables sur le littoral de la Réserve depuis le parking de la Comtesse (limite est de la Réserve) ou de Rousty (limite ouest de la Réserve). Côté sud, la large plage de la Réserve vous offre une vue spectaculaire sur la Méditerranée et les dunes de la Réserve, milieux très fragiles et protégés. Côté Digue à la mer, le chemin passe entre de belles étendues sauvages de sansouires et des lagunes.

Vous verrez également le phare de la Gacholle, construit en 1882 et automatisé en 1967. Détruit partiellement pendant la guerre 39-45, il a été remis en état en 1947. Les bâtiments sont aujourd'hui utilisés par la Réserve nationale de Camargue en tant qu'espace d'accueil du public, tenu par des bénévoles de la SNPN et aménagé depuis 2002.

Un point d'observation vers les étangs et sansouires est présent, ainsi qu'un espace de repos et de pique-nique accueillant pour tous les visiteurs.

Animations et chantiers

Pour en savoir plus sur la Camargue, nous proposons aux adhérents de la SNPN des sorties mensuelles, des stages ornithologiques ainsi que des chantiers d'été que vous pouvez retrouver en cliquant ici

Sources <http://www.snpn.com>

Gaël Hemery, directeur

2.7 Organisation interne

L'équipe en Camargue

Direction

Gaël Hemery, directeur

Pôle Administratif et maintenance

Christelle Boudoux, assistante administrative et financière

Pôle Gestion Scientifique, Protection et Surveillance

Luc Belenguier, conservateur de la Réserve naturelle nationale de Camargue

Emmanuelle Migne, chargée de mission scientifique (hydrologie)

Silke Befeld, chargée d'étude scientifique

François Lescuyer, garde-technicien

Hélène Bloch, chargée de mission Plan de Sauvegarde du Vaccarès

Pôle Accueil, Sensibilisation des publics et Ancrage territorial

Florianne Jussiau, responsable accueil et sensibilisation des publics

Ana Vodanovic, agent d'accueil

Laurence Moyne, agent d'accueil

Fanny Ricque, chargée de médiation scientifique et territoriale

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

Initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement

....

3.2. Type de relations

Affiliation

4. Contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association Histoire de la protection de la nature et l'environnement (AHPNE).

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

4.6 Dates de création

2024

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<https://www.snnpn.com/reservedecamargue/>

Présentation du contenu conservé par la réserve naturelle

Documents administratifs et fonctionnement : (1931-2016), 7 ml

Conseil d'administration SNPN : Comptes rendus, correspondance (1996-2002), 0,10 ml

Conseils scientifiques : Comptes rendus, études (1979, 1984-1995, 2005) 1,90 ml

Rapports de garde (1931-1971) 0,10 ml

PV d'infractions (1931-1971) 0,50 ml !

Chrono courrier départ (1975-1977), 0,10 ml

Correspondance (1956-1964), 0,10 ml

60 ans de la réserve : correspondance (1988), 0,10 ml

Contentieux sur le bail des taureaux, la chasse, le braconnage : référés ..., correspondance .. (1968-2012) 1, 20 ml

Relation avec l'Agence régionale pour l'environnement (ARPE), fédération des chasseurs : correspondance (1998-2011), 0,40 ml

Comptabilité : factures (2006-2016) 2,70 ml³

Dossiers de l'activité : 1935-2014 7,60 ml

Gestion de la réserve

Plan de gestion (1988-2005), 0,80 ml

Niveaux de salinité Vaccarès : cartes (1996-2009) 0,30 ml

Limnigraphes (1992-2000) 0,80 ml)

Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) Camargue : dossier de travail, 1995 (0,20 ml)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Directives habitat II : consultations sites Bouches-du-Rhône dont Camargue :
consultation des élus (1998) 0,20 ml

Météorologie : graphiques d'enregistrements (1988-1997), bulletin annuel (1935) 0,6 ml

La protection des espèces animales et des milieux

Dossiers sur les invertébrés, castors, baguage, enquêtes de contamination (1988-2014), 1,70 ml

Minutes « Badon » : comptage d'oiseaux (1988-20010) 1.90 ml

167 planches d'insectes répertoriés dont principalement papillons (sans date)4

Publications :

Etude de la Camargue ou statistique du delta du Rhône par M. Poule, ingénieur des ponts et chaussées, 1835

Publications et revues de la SNPN, 2 ml

Varia :

25 affiches couleur tout format

5 Vidéos

4 VHS, 24 Cédérom et DVD

1 bande « Le - La Drôme : je la préfère nature », Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA), 19875

Années extrêmes : 1931-2015

Métrage conservé : 10 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au salin de Badon

Accroissement : Fonds non clos.

Stockage bureautique

Non renseigné

Mode de classement et état de conservation. : La plupart des archives sont conditionnées dans des boîtes archives, et sont le plus souvent identifiées.

Très bon état de conservation global

Localisation physique : Au siège de la réserve

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Modalités d'accès : Communication libre après demande préalable d'autorisation aux adresses électroniques suivantes contact@snpn.fr ou gael.hemery@snpn.fr

Sources complémentaires

Répertoire numérique détaillé du versement 232AS : Société nationale de la protection de la nature : activités de la SNPN , fonctionnement du bureau MAR, gestion de réserves naturelles, 1855-2018

Autres instruments de recherche

Archives publiques conservées aux Archives nationales

19960018/14: Dossiers ou projets de création, études, aménagements, 1993

20070642/1, 3, 7 11, 23 : Séances du Conseil national de la protection de la nature (CNP) sur la Camargue, 1951-1997

19880603/1-52. Environnement ; Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (1976-1988).

20050530/1-38. Environnement ; Direction de la nature et des paysages ; Sous-direction des espaces naturels (1968-2001).

2008052 : Soutien financier du programme communautaire LIFE (CEE) pour des opérations en France, 1991- 2000

20130372/1-62. Ministère de l'Environnement : création et gestion des parcs nationaux et des réserves (1987-2010).

20150743/1-95. Parcs nationaux et réserves (1953-2008).

20150845/1-422. Ministère chargé de l'Environnement ; Sous-direction des espaces naturels : financements européens ; réseau Natura 2000 (1980-2009).

Archives publiques conservées aux Archives départementales

2882 W : DDE Bouches-du-Rhône : vues aériennes dont notamment la Camargue, 1953-2001

3193 W : DIREN PACA : aménagement des eaux, réserves naturelles dont notamment la Camargue, 1957-2000

3241 W : DIREN PACA : réseau hydraulique dont notamment la Camargue, 1969-2011

3188 W : DIREN PACA : parcs naturels et suivi environnemental dont notamment la Camargue, 1986-2002

Archives privées conservées aux Archives nationales

20080615/1-2080615/427 : fonds Serge Antoine, 1949-2005

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

217 AS : Activités de France nature environnement, 1941-2013

2021-0198/1-151 :Fonctionnement de France nature environnement et ses réseaux, 1967-2021

2021-0231/1-36: collections d'affiches de France nature environnement, 2009-2018

2001-0135/1-73. Fonds de l'Association pour les espaces naturels, ASPEN [127AS], (1961-2000).

20030503/1-166. Fonds de la Fédération des parcs naturels régionaux de France, FPNRF (1963-2004).

Corse

Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de la Corse du Sud

75J 1-34

Archives du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement de la Corse du Sud (CAUE)

1979 - 1987

Présentation du contenu

Études et documentation, informations, conseils et assistance technique (collectivités locales, associations, particuliers), interventions en milieu scolaire.

Historique du producteur

Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement de la Corse du Sud

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Accès en partie soumis à autorisation

Conditions d'utilisation

Reproduction soumise en partie à autorisation

Autre(s) instrument(s) de recherche

Bordereau de Versement, dactyl

Description physique

4,50 ml

Fournisseur de contenu

Archives départementales de Corse-du-Sud

Hérault

Compagnie des Salins du Midi (entreprise)

Versement 94 J¹⁴⁸

Description physique :

Importance matérielle : 118,70

CONTEXTE :

Nom du producteur : Compagnie des Salins du Midi et sociétés absorbées par la Compagnie des Salins du Midi

Dates : 1600-1988

CONTENU ET STRUCTURE :

Présentation du contenu :

Le fonds de la Compagnie des Salins du Midi (CSM) est essentiellement constitué par les archives de gestion des sociétés absorbées et celles des différents domaines gérés par la compagnie. Il permet d'aborder l'étude historique de l'entreprise à travers ses différents biens fonciers ainsi que son évolution locale, nationale et internationale, marquée par un considérable agrandissement du groupe. Il conserve également les archives techniques du premier bureau d'études de Montpellier réunissant des dossiers techniques particulièrement intéressants sur les méthodes d'extraction et de traitement du sel. Le fonds suit le cadre de classement des archives d'entreprise proposé par les Archives de France...

A. Compagnie des Salins du Midi (94 J 1-883, 1394-1847)

B. Domaines de la Compagnie des Salins du Midi (94 J 884-1098, 1228-1393)

C. Participation générale (94 J 1099-1227)

CONDITIONS D'ACCÈS ET D'UTILISATION :

Modalités d'accès :

Selon les lois et réglemente en vigueur pour les archives publiques.

Modalités de reproduction :

Se référer au règlement intérieur de la salle de lecture

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

¹⁴⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Compagnie-des-salins-du-Midi>

Société civile des Salins de Villeneuve

Versement 74 J J¹⁴⁹

Description physique :

Importance matérielle : 9,50 ml

CONTEXTE :

Nom du producteur : Société civile des Salins de Villeneuve

Dates : 1731-1988

CONTENU ET STRUCTURE :

Présentation du contenu :

Le fonds de la Société civile des Salins de Villeneuve couvre une période qui s'étend du XVIII^e siècle à la fin du XX^e siècle, le document le plus ancien datant de 1731 (ordonnances concernant le Canal de la Bouffie, 74 J 32) et le plus récent de 1988 (livre de compte, 74 J 48).

Le fonds est structuré en cinq parties.

La première réunit les dossiers concernant la Constitution de la société (73 J 1-8), formés des statuts, règlements et actions.

La seconde partie, Administration, regroupe les documents relatifs aux conseils et assemblées de l'entreprise (74 J 9-17). La série des registres de délibérations du conseil d'administration (74 J 9-10) et des assemblées générales (74 J 11-17) couvre ainsi la quasi-totalité de l'existence de l'entreprise et renseigne sur son fonctionnement et son mode de gestion. Un carnet de récépissés des lettres recommandées (1950-1966) et de la correspondance sont également joints à cette partie. Enfin, les relations extérieures de la société sont documentées par un ensemble de dossiers relatifs à la Participation générale (74 J 18-21) et aux relations entretenues avec la Compagnie des salins du Midi (74 J 18-23), pour l'exploitation salinière du site.

La troisième partie, Service financier et comptabilité, rassemble des registres de comptabilité générale et annexe, ainsi que des dossiers fiscaux (74 J 39-52).

Le quatrième ensemble, Contentieux, réunit plusieurs dossiers relatifs à des litiges et procédures, essentiellement liés à l'exploitation des étangs, notamment avec des pêcheurs (74 J 54-55).

¹⁴⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-de-la-Societe-civile-des-Salins-de-Villeneuve-1731-1988>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Enfin, la dernière partie, Domaine, est consacrée à la gestion du domaine de l'entreprise, qu'il soit immobilier (marais et étangs, canaux, terrains secs, voies de communication) ou mobilier (bâtiments). On notera en particulier la présence d'un dossier concernant l'établissement d'une réserve de chasse et le classement du site des Aresquiers (74 J 30). Quelques rares dossiers concernent également l'exploitation du sel (74 J 37-38), assurée par la Compagnie des salins du Midi. Enfin, une importante série de plans des domaines et salins (74 J 59-78) permet de documenter utilement le fonds.

Le fonds de la Société civile des Salins de Villeneuve constitue donc un fonds complémentaire au fonds de la Compagnie des Salins du Midi (94 J). Le fonds permet d'étudier comment l'exploitation d'un domaine dont elle n'est pas propriétaire est assurée par la Compagnie des Salins du Midi. Le fonds permet aussi d'appréhender la gestion des espaces naturels tels que les étangs, les marais ou le littoral et comment l'exploitation du sel peut cohabiter avec des activités traditionnelles cynégétiques et halieutiques.

CONDITIONS D'ACCÈS ET D'UTILISATION :

Modalités d'accès :

Selon les lois et réglemente en vigueur pour les archives publiques.

Modalités de reproduction :

Se référer au règlement intérieur de la salle de lecture

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

Var

Institut de biologie marine Michel-Pacha

Histoire

L'Institut de biologie marine Michel-Pacha, aussi connu comme station de biologie maritime de Tamaris, rattaché à la faculté des sciences de l'Université de Lyon, puis, après la scission de 1969 à l'université Lyon I, était un centre de recherche en biologie ainsi que dans d'autres disciplines des sciences naturelles, localisé à Tamaris, sur la commune de La Seyne-sur-Mer.

Il devait son nom au mécène Michel Pacha, capitaine au long cours puis homme d'affaires, qui a offert le terrain et les matériaux pour la construction de cet institut.

Versement 5 ETP¹⁵⁰

Institut de biologie marine Michel Pacha

Sommaire

Fonds de l'institut, 1919-2008:

Organisation administrative de l'institut: Conseil d'administration, budget, bâtiment et moyens, correspondance, 1942-2006

Activité scientifique de l'institut; enseignement et recherches, contrats de recherche, associations et congrès, bibliothèque, documentation scientifique, 1919-2008

Fonds des chercheurs, 1887-1987:

Fonds Gabriel Pérès: associations et congrès, papiers personnels, production scientifique du professeur Pérès, 1948-1987

Fonds Raphaël Dubois: recherches scientifiques, 1887-1929

Dates extrêmes: 1887-2008

Importance matérielle: 178 (18 ml)

Conditions d'accès: Voir code du patrimoine.

Lieu de conservation : Archives départementales du Var

¹⁵⁰Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-de-l-Institut-de-biologie-marine-Michel-Pacha-1887-2008>

Réserve naturelle nationale de La plaine des Maures¹⁵¹

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Réserve naturelle nationale de la Plaine des Maures

1.3 Autres formes du nom

RNN de la Plaine des Maures

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

2009– aujourd'hui

2.2 Histoire

Société nationale de protection de la nature

Réserve naturelle nationale de la Plaine des Maures

Au xixe siècle, la Plaine des Maures accueillait des activités sylvicoles (exploitation des Chênes-lièges et Pins pignons), pastorales (élevage ovin) et agricoles (vignes, oliveraies et champs de céréales)

Dès 1991, l'idée de la création d'une réserve naturelle dans la Plaine des Maures est formulée par le Comité permanent de la Convention de Berne dans le but de protéger la tortue d'Hermann. En 2001 est mis en place un comité de pilotage commun à Natura 2000 et au projet de réserve naturelle. L'Office national des forêts est désigné comme opérateur local. La même année, le CNPN donne un avis favorable au dossier. En 2003, la mise en place de Natura 2000 retarde l'enquête publique qui ne démarre qu'en février 2007. Enfin le 23 juin 2009, la réserve naturelle est créée. À noter que le décret fait l'objet d'un recours par des opposants au projet. Ce recours est rejeté en 2010 par le Conseil d'État.

En août 2021, des incendies dont la source est proche d'une aire d'autoroute détruisent par le feu entre 60 et 80 % de la surface de la réserve naturelle.

Après la création du parc naturel régional du Mont-Ventoux en juillet 2020, des élus locaux souhaitent le classement de la réserve naturelle nationale en tant que dixième parc naturel régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur afin d'augmenter son niveau de protection et les moyens alloués

¹⁵¹ Inventaire détaillé <https://ahpne.fr/Fonds-Reserve-naturelle-nationale-de-la-Plaine-des-Maures>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

La réserve naturelle était gérée initialement par le Conseil départemental du Var. Depuis le 1er août 2022, elle est gérée par la Société nationale de protection de la nature.

2.3 Lieux

164 impasse Raoul Glandus – 83 340 Les Mayon

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Les missions principales de l'équipe de la SNPN dans la plaine des Maures sont :

Protéger le territoire de la Réserve naturelle et ses habitats,

Gérer notamment par le biais de suivis scientifiques,

Faire découvrir cette nature exceptionnelle grâce à des animations,

Sensibiliser aux enjeux de conservation de la Réserve.

Sources <http://www.sn timer.com>

2.7 Organisation interne

10 personnes travaillent sur site, à savoir la directrice, son assistante, une médiatrice scientifique, trois chargés de mission (forêts, zones humides, faune), et quatre gardes. Outre les missions de protection et de prévention, la réserve assure un service d'animation pour les associations et les scolaires.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

Initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement

3.2. Type de relations

Affiliation

4. Contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association Histoire de la protection de la nature et l'environnement (AHPNE).

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.6 Dates de création

2025

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://www.sn timer.com>

Présentation du contenu conservé par la réserve naturelle

- projet d'intérêt général Natura 2000 (1995-1998) 0.15 ml
- Fonctionnement de la réserve de la Plaine des Maures (1993-2021) 0.8 ml
- Etudes scientifiques (1993-2015) 0.6 ml
- Protection urbanisme (2005-2016) 0.8 ml
- Contentieux
 - Zac du golf de Bouis, Vidauban (1991-2014) 1.4 ml
 - Centre d'enfouissement du Balançon, le Cannet-des-Maures (1999-2010) 0.9 ml
 - Centre d'essais routiers de Michelin (1991-1995) 0.3 ml
 - Site logistique de l'Estagnol-la Moutonne, La Crau (2007-2010) 0.3ml

Années extrêmes : 1991-2021

Métrage conservé : 6 ml

Stockage bureautique ; non renseigné

Localisation physique :Archives départementales du Var (en cours de traitement)

Accroissement ; Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Mode de classement

Les grands cartons (C) sont numérotés. Pour chaque carton, on constate une certaine unité des thématiques mais les numéros des cartons ne renvoient pas à un classement. Lorsque les cartons contenaient uniquement des boîtes d'archives, nous les avons sorties et nous les avons également numérotées ainsi que quelques boîtes isolées (B) et quelques classeurs qui étaient au-dessus (CL).

Etat de conservation

Les archives sont conservées dans un local sain, muni d'une détection incendie (le site est sous alarme vol). La pièce comprend une fenêtre équipée d'un store la protégeant contre l'ensoleillement. A proximité, à l'extérieur, à gauche de la porte, est installé un extincteur à eau pulvérisée avec additif. Il serait recommandé de le

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

remplacer par un extincteur à eau pulvérisée sans additif, celui-ci étant très nocif pour les archives. Dans ce local, outre un traceur à plans, se trouve une unique étagère non fixée au mur et peu solide. L'installation de rayonnage peut être envisagée. Les documents sont conservés dans des cartons 30x30x 30 difficilement maniables ainsi que quelques boîtes d'archives. La majorité des documents est en classeur ou en chemise dans les cartons, voire en vrac. A l'intérieur des classeurs, les documents sont conservés dans des pochettes plastiques qu'il serait utile d'enlever. On constate également de nombreuses chemises « couleur » à proscrire. Les documents sont actuellement en très bon état de conservation.

Localisation physique

Au siège de la réserve

Sources complémentaires

Répertoire numérique détaillé du versement 232AS : Société nationale de la protection de la nature : activités de la SNPN , fonctionnement du bureau MAR, gestion de réserves naturelles, 1855-2018¹⁵²

¹⁵² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Societe-nationale-de-protection-de-la-nature>

Annexes

Liste des sigles

AAPNRC : Association des amis du parc naturel régional de Corse

AD : Archives départementales

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

AN : Archives nationales

ATEN : Atelier technique des espaces naturels

ATLR : Agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon

CAS : Comité d'action pour le solaire

CAUE : Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement

CEMAGREF : Centre national du machinisme agricole du génie rural, des eaux et des forêts

CEPREL : Centre d'études pour la protection du littoral

CERBOM : Centre d'études et de recherche de biologie et d'océanographie médicale

CIHEAM : Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes

CIREN : Centre international de recherche sur l'environnement et le développement

CLRL : Conservatoire du littoral et des rivages lacustres

CNEXO : Centre national pour l'exploitation des océans

CNPN : Conseil national de la protection de la nature

COSEL : Commission scientifique régionale sur les étangs du Languedoc-Roussillon

CPRN : Conférence permanente des réserves naturelles

CSM : Compagnie des Salins du Midi

DATAR : Délégation à l'aménagement du territoire et l'action régionale

DIREN : Direction régionale de l'environnement

DDAF : Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

DDE : Direction départementale de l'équipement

DDTM : Direction départementale des territoires et de la mer

DFCI : Défense de la forêt contre les incendies

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

DIREN : Direction régionale de l'environnement

DPF : Domaine public fluvial

DRAE : Délégation régionale de l'architecture et de l'environnement

DREAL : Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement

DRIRE : Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

FNDAE : Fonds national de développement des adductions d'eau

FSGT : Fonds spécial de grands travaux

GERME : Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée

IARE : Institut des aménagements régionaux et de l'environnement

IFREMER : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

ONF : Office national des forêts

PAC : Politique agricole commune

PAM : Plan d'action pour la Méditerranée

PAPI : Plan d'action et de prévention des inondations

PER : Plan d'exposition aux risque naturel

PNR : Parc naturel régional

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement

POS : Plan d'occupation des sols

PPR : Plan des risques naturels

PUD : Plan d'urbanisme directeur

RNF : Réserves naturelles de France

UIM : Université Internationale de la mer

ZDE : Zone de développement éolien

Liste des illustrations

Archives nationales

Arrêté préfectoral de la création du parc du Mercantour, 1978

© Tous droits réservés

REPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Service de la Coordination et de l'Action Economique
Section D
Environnement, Sites et Tourisme

Arrêté Préfectoral du 17 août 1978

Création du Parc National du Mercantour et d'une zone périphérique

Projet intéressant le territoire des communes de :

BELVEDERE BEUIL LA BOLLÈNE-VESUBIE BREIL-SUR-ROYA CHATEAUNEUF-D'ENTRAUNES ENTRAUNES	FONTAN GUILLAUMES ISOLA MOULINET PEONE RIMPLAS ROUBION ROURE	SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE SAINT-ETIENNE-DE-TINEE SAINT-MARTIN-VESUBIE SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE SAORGE SOSPEL TENDE VALDELORE
--	---	--

ENQUÊTE PUBLIQUE

LE PREFET DES ALPES-MARITIMES,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,
Vu la loi 60-105 du 22 juillet 1960 relative à la création des parcs nationaux ;
Vu le décret en 1959 du 31 octobre 1961 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi ;
Vu la décision de Monsieur le Premier ministre, en date du 9 août 1978, de prendre en considération le projet de création du parc national du Mercantour et d'une zone périphérique autour de celui-ci ;
Vu les pièces du dossier ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}. — Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de création du parc national du Mercantour et d'une zone périphérique.

ARTICLE 2. — Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés à la préfecture des Alpes-Maritimes à NICE, ainsi que dans les mairies des communes directement concernées, soit :

BELVEDERE — BEUIL — LA BOLLÈNE-VESUBIE — BREIL-SUR-ROYA — CHATEAUNEUF-D'ENTRAUNES — ENTRAINES — FONTAN — GUILLAUMES — ISOLA — MOULINET — PEONE — RIMPLAS — ROUBION — ROURE — SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE — SAINT-ETIENNE-DE-TINEE — SAINT-MARTIN-VESUBIE — SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE — SAORGE — SOSPEL — TENDE — VALDELORE.

Le dossier déposé à la préfecture comportera les documents cadastraux de toutes les communes du département des Alpes-Maritimes incrimées en partie dans le parc (proprement dit) ; le dossier déposé en mairie comportera seulement les documents cadastraux de la commune.

ARTICLE 3. — Pendant ce même délai de 35 jours, les personnes ou collectivités intéressées pourront également adresser leurs observations au Préfet des Alpes-Maritimes (section D - Environnement, Sites et Tourisme), qui les annexera au registre déposé à la préfecture.

Les personnes ou collectivités intéressées qui consigneront leurs observations sur les registres d'enquête ou les adresseront par écrit, devront préciser leur identité et indiquer leur qualité à se déclarer intéressées par le projet (propriétaires, ayants droit, usagers ou autres).

ARTICLE 4. — A l'expiration du délai d'enquête indiqué à l'article 2, les registres d'enquête seront clos et signalés selon le lieu du dépôt par le Préfet des Alpes-Maritimes ou le Maire de la commune lieu de dépôt.

Les Maires respectivement, dans les huit jours suivant la clôture de l'enquête, le dossier et le registre en dépôt dans leur mairie au Préfet des Alpes-Maritimes (section D - Environnement, Sites et Tourisme).

ARTICLE 5. — Le présent arrêté sera affiché notamment dans les mairies de :

BELVEDERE — BEUIL — LA BOLLÈNE-VESUBIE — BREIL-SUR-ROYA — CHATEAUNEUF-D'ENTRAUNES — ENTRAINES — FONTAN — GUILLAUMES — ISOLA — MOULINET — PEONE — RIMPLAS — ROUBION — ROURE — SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE — SAINT-ETIENNE-DE-TINEE — SAINT-MARTIN-VESUBIE — SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE — SAORGE — SOSPEL — TENDE — VALDELORE, ainsi que dans la mairie de NICE et publié par tous autres procédés en usage dans ces communes. Il sera en outre inséré en caractères apparents dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées.

Ces formalités devront être effectuées avant le 28 août 1978, date d'ouverture de l'enquête publique.

ARTICLE 6. — Le Secrétaire général des Alpes-Maritimes, le Sous-Préfet, chargé de mission, les Maires de :

BELVEDERE — BEUIL — LA BOLLÈNE-VESUBIE — BREIL-SUR-ROYA — CHATEAUNEUF-D'ENTRAUNES — ENTRAINES — FONTAN — GUILLAUMES — ISOLA — MOULINET — PEONE — RIMPLAS — ROUBION — ROURE — SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE — SAINT-ETIENNE-DE-TINEE — SAINT-MARTIN-VESUBIE — SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE — SAORGE — SOSPEL — TENDE — VALDELORE et NICE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NICE, le 17 août 1978.

LE PREFET,
Pierre LAMBERTIN.

Arrêté préfectoral de la création du parc du Mercantour, 1978

Archives nationales

Cote 20070116/6

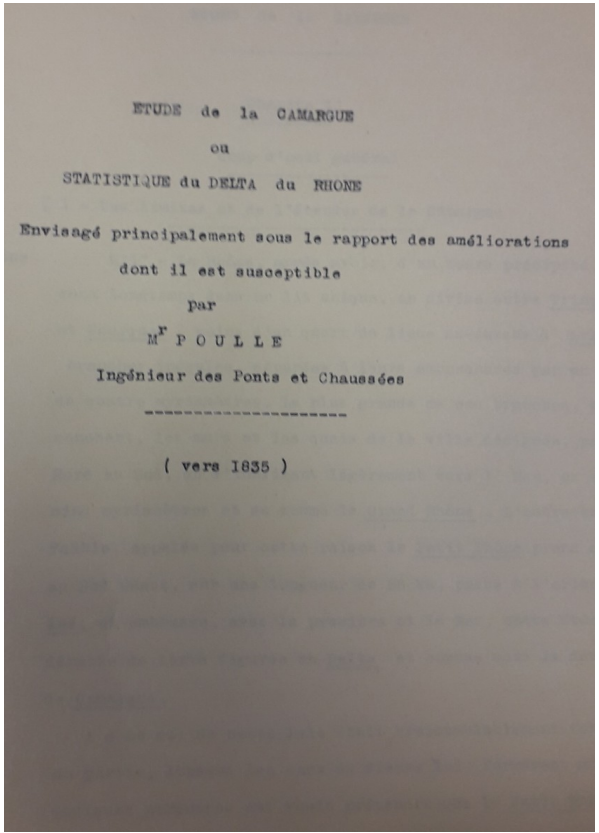
Autour du thème Sites classés et grands paysages de Corse, 1999

	« Autour du thème Sites classés et grands paysages de Corse », Le printemps de l'environnement en Corse du 14 au 20 juin 1999 DIREN Corse, d'après une aquarelle de Pierre Moretti, 40x60 cm, couleur, 1999 Archives nationales Cote 20070641/13
--	---

La presqu'île de Saint-Tropez, 1999

© tous droits réservés  Site des caps méridionaux de la presqu'île de Saint-Tropez et de l'arrière-pays (département du Var) classé par décret du 6 mai 1999 La Presqu'île de Saint-Tropez La presqu'île de Saint-Tropez est le prolongement du massif des Maures vers la Méditerranée. Caps à la beauté sauvage encore préservée qui abritent de nombreux oiseaux, plages de sable fin, criques enserrées entre des côtes rocheuses bordent le rivage. Les hauteurs sont tapissées de maquis et de forêts où dominent, vivants symboles de la végétation méditerranéenne, chênes-lièges et pins parasols centenaires qui déploient leurs silhouettes dans la lumière intense du Sud. Sur les coteaux face à la mer, voués depuis l'Antiquité à la viticulture, les alignements réguliers des vignes structurent le paysage.   	« La Presqu'île/de/Saint-Tropez/[...] », v (Ed.), [1999] photographie de Maya Dalençon et de la Photothèque des espaces protégés, [vue des caps méridionaux de la presqu'île de Saint-Tropez et de son arrière-pays dans le Var, plus logo], 1 ex., 40 x 30 cm, couleur Archives nationales Cote 20060546/23
--	--

Etude de la Camargue ou statistique du delta du Rhône, 1835

	Etude de la Camargue ou statistique du delta du Rhône, 1835 extrait du rapport Société nationale de la protection de la nature Ancienne Société nationale d'acclimatation Réserve naturelle nationale de Camargue
--	---

Entretien d'Eric Binet, Directeur régional de l'environnement Corse 1989-1991

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, l'information et le premier poste à caractère environnemental du témoin¹⁵³



¹⁵³ Voir descriptif détaillé du fonds numérique <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-ancien-Delegue>

Archives départementales du Gard

Beaucaire, le casino dans les inondations [1900-1920]



Beaucaire, le casino dans les inondations [1900-1920]

Archives départementales du Gard

Cote 11 Fi 5204

Alès, vue sur la ville et le Rhône en période de crue [1905]-1911



Alès, vue sur la ville et le Rhône en période de crue [1905]-1911

Archives départementales du Gard

Cote 11 Fi 7262

Archives départementales de l'Hérault

Vue de l'inondation de 1907 par l'Hérault à Agde. 1907



Vue de l'inondation de 1907 par l'Hérault à Agde / [Anonyme]. 1907

Archives départementales de l'Hérault

Cote 40 Fi 18

Le Cap d'Agde, Salins de Luno, Brescou. [1907-1930]

	Le Cap d'Agde, Salins de Luno, Brescou / [Anonyme]. [1907-1930] Archives départementales de l'Hérault Cote 40 Fi 6 n°4
---	--

Index des institutions et associations

Agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon.....	73
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.....	19, 20, 21, 22
Agence de sûreté nucléaire:.....	87
Agence française pour la maîtrise de l'énergie.....	21
Agriculture, eaux et forêts du Gard.....	29, 88, 97
Archives départementales des Alpes-Maritimes.....	20, 24, 26, 47, 48, 50, 51, 67, 77, 118
Archives départementales de l'Aude:.....	134
Archives départementales des Bouches-du-Rhône.....	15, 21, 38, 44, 51, 52, 53, 68, 69, 79, 87, 90
Archives départementales de Haute-Corse:.....	27, 28, 39
Archives départementales de Corse-du-Sud	17, 18, 39, 44, 70, 81, 100, 101, 122, 145
Archives départementales du Gard.....	29, 45, 46, 54, 55, 57, 70, 71, 86, 88, 91, 97, 102, 103, 109
Archives départementales de l'Hérault.....	22, 30, 41, 50, 51, 57, 58, 72, 77, 84, 85, 89, 92, 93, 94, 98, 106, 123, 124, 146, 148
Archives départementales du Var.....	19, 60, 125, 126, 127, 149, 152
Archives municipales de Marignane.....	69
Archives municipales de Marseille.....	48, 54, 96
Archives municipales de Montpellier.....	59
Archives municipales de Nice.....	78
Archives nationales... ..	12, 31, 32, 33, 35, 36, 37, 42, 43, 49, 61, 62, 63, 64, 66, 74, 76, 96, 107, 108, 110, 120, 133
Association des amis du parc naturel régional de Corse.....	121
Association internationale permanente des congrès de navigation.....	49
Association pour la protection de la nature et de l'environnement.....	119
Associations syndicales autorisées du Gard.....	55
Atelier technique des espaces naturels.....	72
Bureau de recherches géologiques minières.....	80
Centre d'études et de recherche de biologie et d'océanographie médicale.....	117
Centre d'études pour la protection du littoral.....	85
Centre international de recherche sur l'environnement et le développement....	16, 112, 115
Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes: ...	112, 115
Centre national du machinisme agricole du génie rural.....	30
Comité 21.....	112
Comité français pour l'environnement et le développement durable.....	112
Commission méditerranéenne du développement durable.....	112
Commission scientifique régionale sur les étangs du Languedoc-Roussillon.....	85
Commune de Montpellier.....	59
Compagnie des Salins du Midi (entreprise):	146
Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de la Corse du Sud.....	18, 145
Conseil général des Alpes-Maritimes.....	47, 67
Conseil général du Gard.....	56, 103
Conseil général de l'Hérault.....	85, 86
Conseil national de la protection de la nature:.....	60, 75
Conseil supérieur de la pêche.....	57
Conservatoire du littoral et des rivages lacustres:.....	65

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.....	76
Délégation à l'aménagement du territoire et l'action régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	68
Délégation interrégionale Sud-Est de l'inventaire forestier national.....	40
Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement Corse:.....	120
Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement Languedoc-Roussillon:..	120
Direction de la nature et des paysages.....	43, 60, 62, 63, 75
Direction de la prévention des pollutions et des risques.....	95, 99
Direction de la protection de la nature.....	65, 74
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Alpes-Maritimes:.....	25, 50
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Bouches-du-Rhône..	51, 69
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse..	26, 27, 28, 39
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Corse-du-Sud.....	39
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Gard:.....	30
Direction départementale de l'équipement des Bouches-du-Rhône.....	44, 52, 90
Direction départementale de l'équipement du Var.....	59
Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes.....	24, 49
Direction départementale des affaires maritimes des Alpes-Maritimes.....	76
Direction départementale des affaires maritimes de l'Hérault.....	94
Direction départementale des territoires et de la mer de Corse-du-Sud:.....	100, 101
Direction départementale des territoires et de la mer du Gard.....	54, 71, 86, 103
Direction départementale des territoires et de la mer du Var.....	19
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture.....	10
Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales:..	14
Direction régionale de l'environnement de Corse:	16, 17, 70
Direction régionale de l'environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	15, 53
Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement du Languedoc-Roussillon.....	92
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie	71, 88
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du Languedoc-Roussillon.....	97
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	14, 68
Direction régionale Languedoc-Roussillon de l'Office nationale des forêts.....	40
Environnement, développement et action:.....	115
Fédération mondiale des cités unies.....	112
Fondation Maison des sciences de l'homme.....	16
France nature environnemen.....	140
Frontignan-La Peyrade environnemen.....	123
Groupe d'études et de recherches sur la Méditerranée.....	112, 115
Institut de biologie marine Michel-Pacha:.....	149
Institut des aménagements régionaux et de l'environnemen.....	85
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.....	64
Institut méditerranéen de l'eau.....	115
Les Amis de la Nature et des Sites de l'AudE.....	134
Mediterranean Aspen Institute.....	115
Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon...	81, 82, 83, 84

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen.....	72
Office national des forêts.....	38
Parcs nationaux de France:.....	73
Ponts et chaussées des Bouches-du-Rhône.....	52
Préfecture des Bouches-du-Rhône.....	87
Préfecture de la Corse-du-Sud.....	44, 81, 101
Préfecture du Gard.....	45, 56, 70, 88, 90, 96, 102, 108
Préfecture de l'Hérault.....	58, 83, 89, 98, 104, 106
Réserve naturelle nationale de Camargue.....	135
Réserve naturelle nationale de La plaine des Maures:	150
Sauvegarde de l'étang des mouettes et de l'environnement.....	123
Service archives de la Fondation Maison des sciences de l'homme.....	16
Service maritime et de navigation Bouches-du-Rhône.....	79
Service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon.....	91
Service spécial d'aménagement hydraulique du Bas-Rhône Languedoc.....	58
Société civile des Salins de Villeneuve.....	147
Société des eaux de Marseille:.....	80
Société nationale de protection de la nature.....	128, 135
Syndicat de recherches de Port-Miou.....	69
Ville de Marseille.....	48, 54, 96
Ville de Nice.....	78
Voies navigables de France.....	93

Index matière

Agence de l'eau.....	50
Agriculture.....	10, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 57, 76, 115
Alimentation en eau potable.....	26, 50
Aménagement.....	10, 19, 25, 49, 51, 54, 60, 75, 91
Aménagement des eaux:.....	19, 54, 60
Aménagement des plages.....	60
Aménagement du littoral.....	60, 91
Aménagement hydraulique:.....	19, 54, 59, 60
Barrage.....	19, 56, 58, 59, 60, 126
Biodiversité:.....	16, 17, 76
Biologie:.....	64, 150
Biologie marine.....	150
Calamité agricole.....	26, 29, 103
Canal.....	89, 91, 94
Carrière:.....	88, 89, 90
Changement climatique.....	115
Chasse.....	87, 98
Crue.....	49
Déchet:.....	19, 60, 97, 98
Défense des forêts contre les incendies.....	47
Démoustication:.....	87
Développement durable.....	10, 47, 116
Domaine public fluvial.....	94
Domaine public maritime.....	80
Economie d'énergie.....	19
Energie.....	19, 20, 88, 89, 90, 116
Éducation à l'environnement.....	116
Énergie éolienne.....	20
Energie nucléaire.....	88
Énergie solaire.....	20
Espace naturel 18, 45, 47, 54, 61, 62, 63, 64, 68, 70, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 122, 136, 148, 149, 151	
Espace naturel sensible.....	72
Etang.....	70, 148
Europe.....	114
Fleuve:.....	57
Forêt.....	24, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 70, 76, 102, 115
Forêt méditerranéenne.....	38
Gestion du littoral.....	79
Gestion forestière:.....	39
Houillère.....	72
hydraulique.....	50, 53, 56, 57
Incendie de forêt.....	24, 39, 70, 102
Inondation.....	25, 50, 56, 60, 85, 104
Installation classée.....	56, 79, 96, 98, 104
International.....	76, 112, 114
Irrigation.....	59
Littoral.....	60, 67, 65, 74, 76, 78, 79, 81, 82, 85, 91, 93, 109, 112, 124, 149

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Méditerranée

Loup:	24, 68
Maîtrise de l'énergie:.....	20, 22
Mammifère.....	24, 68
Marais.....	149
Météorologie.....	29, 143
Mine.....	89, 90, 127, 128
Mise en valeur du milieu marin.....	95
Montagne.....	31, 32, 33, 35
Natura 2000:.....	45, 71, 76, 153
Navigation intérieure.....	91, 95
Parc marin international:.....	18
Parc national.....	45, 68, 71, 72
Parc national marin.....	71
Parc naturel départementa.....	47
Parc naturel régiona.....	18, 71, 74, 122
Paysage.....	16, 17
Pêche.....	78, 91, 98, 124
Pêche fluviale.....	91
Pétrole.....	90
Phare.....	108
Plan bleu.....	14, 114
Plan d'action et de prévention des inondations.....	85
Plan d'action pour la Méditerranée.....	14, 114
Plan d'exposition aux risques naturels.....	85
Plan de prévention des risques naturels et inondations.....	100
Plan des risques naturels.....	85
Police de l'eau.....	19, 58, 60
Pollution:.....	98, 109
Pollution maritime:	109
Port.....	91, 109, 124
Prévention des milieux aquatiques.....	79
Programme protégé méditerranéen.....	27
Protection des espèces animales.....	143
Remembrement:.....	26, 30
Réseau hydraulique.....	54
Réserve naturelle.....	45, 54, 61, 64, 71, 136, 151
Réserve naturelle nationale:.....	136, 151
Risque industriel:.....	96, 97, 98, 99
Risque majeur.....	100, 107
Risque naturel:.....	25, 47, 50, 56, 60, 85, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107
Rivière.....	57, 81
Santé:.....	72
Schéma directeur d'aménagement du littora.....	85
Sécurité maritime.....	108, 109, 110
Site:.....	16, 17, 42, 43, 45, 60, 71, 75, 98
Site classé:.....	45, 71
Site protégé:.....	43, 45, 75
Station d'épuration:.....	53, 55
Traitement des déchet.....	97
Voie navigable.....	94

***Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la
nature en Méditerranée***

Zone humide.....	74
Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique.....	142

Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées

Sur le site <https://ressources.histoire-environnement.org/>, vous avez la possibilité de géolocaliser les fonds d'archives via une carte

<https://ressources.histoire-environnement.org/Carte?filtre=ressources>



Géolocalisation des fonds d'archives concernant les Bouches-du-Rhône

Sites Internet

Archives départementales des Alpes-Maritimes

<https://www.departement06.fr/culture/archives-departementales-2797.html>

Archives départementales de l'Aude

<https://archivesdepartementales.aude.fr/>

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

<https://www.archives13.fr>

Archives départementales de la collectivité de Corse

<http://archives.isula.corsica/>

Archives départementales du Gard

<https://archives.gard.fr>

Archives départementales de l'Hérault

<https://archives-pierresvives.herault.fr/>

Archives départementales des Pyrénées-Orientales

<https://www.ledepartement66.fr/dossier/lesarchivesdepartementales/>

Archives départementales du Var

<https://archives.var.fr/>

Archives départementales du Vaucluse

<http://archives.vaucluse.fr/>

Archives municipales de Marseille

<https://www.marseille.fr/culture/patrimoine/les-archives-municipales>

Archives municipales de Nice

<https://archives.nicecotedazur.org/>

Association pour l'histoire de protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

Site principal

<https://ahpne.fr/>

Inventaire des archives publiques et privées relatives à la protection de la nature et de l'environnement

<https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>